



CARTOGRAPHIE ET PROFIL  
SOCIO ÉCONOMIQUE DES  
COMMUNAUTÉS DE RETOUR  
AU MALI

RAPPORT  
DE SYNTHÈSE

2018



 **OIM**  
ONU MIGRATION

Projet financé par l'Union européenne  
Projet mis en œuvre par l'OIM



SAMJEL HALL

*Le présent rapport de synthèse a été produit grâce au soutien financier de l'Union européenne.*

*Les opinions exprimées dans ce document sont celle des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues et politiques officielles de l'Union européenne ou de l'Organisation internationale pour les migrations. Les désignations utilisées et la présentation de tout le contenu du document n'impliquent aucune expression de la part de l'Union européenne ou de l'OIM concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région, ou de leurs autorités, concernant leurs frontières ou limites.*

*L'Union européenne ou l'OIM ne donnent aucune garantie ou représentation, explicite ou implicite, en ce qui concerne l'exactitude ou l'exhaustivité de ce document. En aucun cas, elles ne seront responsables de toute perte, dommage, responsabilité ou dépense encourus ou subis qui résulteraient de l'utilisation de cette étude, y compris, sans limitation, toute faute, erreur, omission, interruption ou retard à cet égard.*

*Ce document contient des liens de sites web de tiers. Les sites auxquels on peut accéder à partir de ces liens ne sont pas gérés ou contrôlés par l'Union européenne ou par l'OIM. L'Union européenne ou l'OIM n'est donc pas responsable de la disponibilité, du contenu ou de l'exactitude de ces sites, ni d'aucun lien contenu dans ces sites cités comme références. La mention de ces liens est à titre indicatif uniquement et ne constitue en aucun cas ni une recommandation ni une incitation aux lecteurs à utiliser ces références. Cette mention n'implique également aucune approbation de sites web par l'Union européenne ou l'OIM.*

*L'OIM croit fermement que les migrations ordonnées, s'effectuant dans des conditions décentes, profitent à la fois aux migrants et à la société tout entière. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM collabore avec ses partenaires de la communauté internationale en vue de résoudre les problèmes pratiques de la migration, de mieux faire comprendre les questions de migration, d'encourager le développement économique et social grâce à la migration et de promouvoir le respect effectif de la dignité humaine et le bien-être des migrants.*

Ce rapport de synthèse a été préparé à la demande du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et la recherche a été effectuée par Samuel Hall. Les avis exprimés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'OIM. Toute erreur ou omission relève de la responsabilité de Samuel Hall.

Référence du document :

Samuel Hall (2018). *Cartographie et profil socioéconomique des communautés de retour au Mali (Rapport de Synthèse)*. Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Organisation internationale pour les migrations.

## I. CONTEXTE, OBJECTIFS & MÉTHODOLOGIE

La migration de retour est un phénomène qui prend de l'ampleur au Mali. Dès les années 1990, les crises politico-sécuritaires en Afrique et les nouveaux cadres législatifs mis en place dans les pays d'accueil européens ont favorisé le retour des migrants maliens. Plus récemment, l'insécurité croissante en Afrique de l'Ouest et au Maghreb a aussi poussé plusieurs pays de la région à durcir leurs contrôles aux frontières. Depuis le début de 2018, l'Algérie a expulsé plusieurs centaines de migrants subsahariens à ses frontières sud. Par ailleurs, l'insécurité croissante en Libye encourage de plus en plus de migrants à opter pour le retour volontaire.

Face à ces retours, les acteurs engagés dans la migration et l'intégration sociale des migrants de retour sont nombreux, et le gouvernement déploie d'importants efforts afin d'améliorer la gestion des flux migratoires, notamment dans le cadre de la Politique Nationale de Migration (PONAM) adoptée en 2015.

Par ailleurs, en raison de l'histoire migratoire du Mali, l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM) au Mali s'est vu octroyer un budget important en tant que bénéficiaire du Fonds fiduciaire de l'Union européenne. Cependant **les taux de retour ont récemment atteint une ampleur inédite, bien au-delà des prévisions** sur lesquelles ce budget était basé pour cette période.<sup>1</sup> En effet, sur la période du 18 mai 2017 au 17 mai 2018, environ 6,180 migrants de retour ont été enregistrés.<sup>2</sup>

L'OIM travaille aux côtés du Ministère des Maliens de l'extérieur, le Ministère de la Sécurité et de la protection civile et de la Direction Nationale du

Développement Social (DNDS) pour fournir une aide au retour volontaire aux migrants en situation de vulnérabilité. Cependant, si l'OIM Mali a déjà une

longue expérience dans la mise en œuvre de projets *communautaires*,<sup>3</sup> le déploiement des projets de *réintégration* communautaire des migrants de retour dans les zones de retour ou de départ est plus récente.<sup>4</sup>

Dans ce contexte en évolution rapide, la présente étude vise à soutenir la mise en place opérationnelle de l'Initiative conjointe à travers : 1) une *étude de 7 communautés de retour identifiées par l'OIM au Mali* et 2) une *base de référence socio-économique pour permettre une évaluation de l'impact des initiatives d'aide au retour et à la réintégration conduites par l'OIM au Mali*. À travers la recherche socio-économique et l'approche C4D (*Communication pour le Développement*), l'audience prioritaire reste les migrants de retour, mais aussi les communautés dites « hôtes », de retour, de transit ou d'accueil, afin de faciliter la réintégration ou intégration sociale, économique, mais aussi psychosociale au sein de ces communautés.

---

<sup>1</sup> Objectifs du EUTF au Mali : Migrants bénéficiant d'un retour volontaire assisté : 4000 ; Migrants retournés d'Europe bénéficiant d'une aide à la réintégration : 400 ; Migrants retournés d'Afrique bénéficiant d'une aide à la réintégration : 1500.

<sup>2</sup> Source : OIM Mali

<sup>3</sup> Sur la foi des entretiens avec les équipes de l'OIM et de la revue des documents de programmation de l'OIM-Mali : stabilisation ;

comités de paix ; résolution de conflits fonciers, identification participative des priorités collectives ; promotion des emplois jeunes et développement d'activités génératrices de revenus...

<sup>4</sup> L'OIM Mali a ouvert un sous-bureau dans le cercle de Kayes en janvier 2018 pour la mise en place et le suivi des projets de réintégration.



## Qui sont les migrants de retour interrogés lors de l'étude ?

L'échantillonnage aléatoire adopté pour l'enquête quantitative fait apparaître 171 personnes revenues de l'étranger, dont 11 % décrites comme « involontaires ». Dans cette étude, le terme « migrant de retour » est employé pour parler des personnes interrogées lors de l'enquête qui ont vécu plus de trois mois à l'étranger et sont revenues au Burkina Faso sans assistance de l'OIM ; et le terme « migrants assistés au retour » pour parler des Burkinabè assistés par l'OIM dans le cadre de l'Assistance au retour volontaire et à la réintégration (13 individus). Malgré des similarités et des profils qui se recoupent entre ces deux groupes, les données décrivent, en plus des communautés sélectionnées, les migrants de retour — mais non les migrants assistés au retour, en raison de leur relativement petit nombre. À l'image des données collectées par l'OIM auprès des migrants assistés au retour, les migrants de retour interrogés sont plus susceptibles d'être des hommes que des femmes (88 % contre 12 %).

Cette recherche vise donc à soutenir la mise en place d'activités économiques, sociales et psychosociales favorisant la réintégration durable des migrants assistés au retour. Son objectif général est de mieux L'enquête de terrain au Mali a eu lieu du 5 au 19 mars 2018, avec une enquête quantitative auprès des jeunes (15-34 ans) dans les sept communautés interrogées (604 au total, soit en moyenne 86 par communauté). L'équipe a également effectué des entretiens qualitatifs auprès des membres de la communauté, des employeurs et des migrants de retour — notamment par le biais de fiches d'observation communautaires (7), des discussions de groupe (14, soit 2 par communauté), et d'entretiens avec les parties prenantes (78, soit 11 par communauté en moyenne).

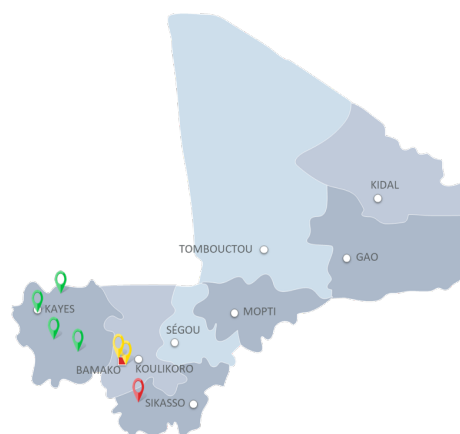
Les zones étudiées sont de deux types :

- **Communautés rurales** : Bafoulabé, Kati, Sikasso, Kirané.
- **Communautés urbaines** : Bamako (Commune IV), Kayes, Kita.

À l'heure actuelle, les migrants de retour bénéficient d'une vision globalement positive au sein de la communauté, notamment grâce à la longue histoire de migration légale malienne et du rôle clé joué par la diaspora dans le développement local.

comprendre les communautés dans lesquelles les migrants de retour reviennent ou arrivent — afin de formuler des recommandations au niveau communautaire et national.

L'initiative conjointe est inscrite dans un changement d'approche à la réintégration au sein de l'OIM. En 2017, l'OIM a développé une définition multidimensionnelle et intégrée de la réintégration durable : « la réintégration est durable lorsque le migrant de retour atteint un niveau d'autosuffisance économique, de stabilité sociale au sein de sa communauté et de bien-être psychosocial, qui lui permet de faire face aux facteurs de migration. Une fois que la réintégration est durable, la décision de migrer à nouveau devient un choix et non une nécessité pour le migrant. »



Carte 1 : Communautés étudiées au Mali

Cependant, au vu du nombre croissant de retours, d'une part, et des nombreux obstacles à la réussite du projet migratoire, d'autre part, **la perception et la réintégration durable des migrants de retour au sein des communautés sont susceptibles de se détériorer** dans les prochaines années. Par ailleurs, au niveau individuel, les traumatismes liés à une expérience négative du retour semblent de plus en plus répandus, avec un sentiment d'échec et de honte largement

présent chez les migrants de retour récents qui n'ont pas réussi à subvenir aux besoins de leurs familles. L'enjeu de cette étude va donc au-delà de l'OIM ou des migrants de retour maliens eux-mêmes, puisqu'elle touche à la pérennité sociale, sociétale et économique des communautés de retour : comment faire de l'expérience du retour une chance individuelle et communautaire ?

## II. DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES & PSYCHOSOCIALES SUR LES 5 COMMUNAUTÉS INTERROGÉES

Cette section fournit un aperçu des conclusions les plus pertinentes de la présente étude à travers l'analyse des données économiques, sociales et psychosociales.

### DIMENSION ÉCONOMIQUE

**Des migrants de retour plus susceptibles d'avoir un emploi (généralement informel) rémunéré, mais des vulnérabilités alarmantes :**

- Les migrants de retour ont un **accès au revenu supérieur** (+13 points comparé aux non-migrants), notamment dans le secteur privé, mais on note une **vulnérabilité accrue**, qui se traduit par un endettement plus élevé que les non-migrants, des problèmes de santé plus fréquents et des restrictions en matière alimentaire.
- Concernant **l'endettement**, il faut remarquer le pourcentage important de répondants (25 %) qui déclarent avoir des dettes d'un niveau supérieur au revenu mensuel global de leur ménage. Cela s'explique notamment par les **facilités d'emprunt informel pour les jeunes Maliens**. Ce type d'emprunt informel, souvent assorti de taux d'intérêt usuraires, ne permet cependant pas d'obtenir des crédits dans la perspective d'un projet entrepreneurial et les entretiens qualitatifs soulignent l'existence d'un cycle vicieux de la dette pour de nombreux foyers (et jeunes) en zones urbaines et rurales.

**Des compétences professionnelles non alignées avec les secteurs porteurs de l'économie nationale :**

- **Un peu plus de la moitié des répondants détiennent une activité génératrice de revenus** (52 %). Les répondants travaillent principalement dans le commerce (de détail ou import-export), mais peu dans l'agriculture, l'élevage et autres activités perçues comme génératrices de revenus par les communautés.
- **La main-d'œuvre malienne interrogée manque de qualifications** : 58 % des répondants à Kirané-Yelimané déclarent n'avoir « aucune compétence », ce qui est révélateur de l'absence ou de la faiblesse d'un réel marché du travail qualifié dans l'ensemble des zones de l'étude. Par ailleurs, un taux alarmant de femmes (environ un tiers de l'échantillon des sondées) dit n'avoir « aucune compétence », soit plus de deux fois et demie plus que les hommes. Les activités et compétences détenues par les jeunes hommes et femmes sont en revanche relativement similaires — elles restent basiques ou polyvalentes, signes d'un manque de qualifications réelles.
- Généralement, **les compétences souhaitées restent fidèles aux compétences déjà acquises** ou présentes dans la communauté (business, éducation, commerce de détail, coiffure, couture), ce qui confirme la difficulté des personnes interrogées à imaginer une évolution de leurs compétences ou carrières professionnelles.
- **La majorité des répondants l'échantillon manifestent un intérêt pour créer et posséder sa propre entreprise** (+12 points pour les migrants de retour). Conscients de ce fort niveau d'intérêt pour les activités entrepreneuriales, l'État, les bailleurs et la société civile ont initié une variété de programmes pour aider les jeunes, mais aussi les migrants de retour à constituer leurs propres entreprises.
- Au regard des activités décrites comme génératrices de revenus et des compétences détenues par les répondants, des **formations dans les domaines suivants pourraient être envisagées** : élevage, agriculture (dont l'agribusiness), commerce, pisciculture, gestion des ressources naturelles, menuiserie et artisanat. D'autres formations, visant des activités ayant des dividendes environnementaux ou sociaux (comme suggéré dans les recommandations du présent rapport) sont également à considérer.

---

**Acteurs économiques au Mali :**

Le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle gère un nombre d'agences et de programmes utiles pour la réintégration économique des migrants de retour :

- Le Projet de Développement des Compétences et Emploi des Jeunes - PROCEJ fournit des stages de qualification, de la formation professionnelle, du renforcement des capacités techniques, de calcul, lecture/écriture et pédagogiques ;
- Le Formation Professionnelle, Insertion et Appui à l'Entrepreneuriat - FIER facilite l'emploi pour les jeunes ;
- L'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi - ANPE facilite l'accès à l'emploi par les formations et fournit un soutien à la création d'entreprises. Les agences sont présentes sur le terrain.

Au niveau communautaire, les acteurs pouvant soutenir la réintégration économique des migrants sont les entreprises privées, le CNPM (Conseil National du Patronat Malien), l'Association d'appuis aux initiatives de développement rural ou encore les microentreprises. D'autres acteurs sont mentionnés dans la partie IV du présent document.

## DIMENSION SOCIALE

### Migration et éducation : une relation complexe.

- 52 % des répondants reportent avoir dû interrompre leur parcours scolaire avant l'obtention d'un titre diplômant et presque 20 % d'entre eux n'ont pas reçu d'éducation formelle. Le **taux d'abandon scolaire pour les migrants de retour est 13 points supérieur** à celui des non-migrants et le pourcentage d'entre eux qui ont dû quitter l'école pour travailler est quasiment deux fois supérieur à celui des non-migrants (28 % pour les migrants de retour contre 15 % pour les non-migrants).
- Par ailleurs, à l'inverse d'une opinion souvent répandue, notre échantillon suggère que le profil éducatif des migrants de retour ne diffère pas fondamentalement de celui des non migrants, mais que **l'éducation semble être un facteur important pour comprendre les aspirations des gens à rester ou à partir** : plus un jeune est éduqué, plus il est susceptible d'*aspirer* à quitter sa communauté. La capacité à transformer cette aspiration en une réalité va aussi dépendre des capacités socio-économiques de chacun (capital social, réseau, ressources financières) et de l'histoire.
- Enfin, concernant les disparités basées sur le genre, à l'exception de l'accès au revenu (-33 points en défaveur des femmes pour les individus percevant un revenu) et de l'éducation, on note peu d'écarts socio-économiques entre les deux groupes.

### Un accès aux services inégal entre les communautés :

- **L'accès aux services** est contrasté selon les communautés et les services. Concernant **l'électricité**, le cas le plus alarmant est celui de Kirané où le nombre de répondants déconnectés du réseau électrique national atteint 98 %.
- Malgré des taux de satisfaction variables concernant l'accès aux soins, la **prise en charge des coûts médicaux** semble problématique dans toutes les communautés interrogées.
- Bien que d'importantes variations aient été constatées entre les communautés, il n'y a pas de différences significatives concernant l'accès aux services entre migrants de retour et membres de la communauté.

---

### Acteurs sociaux au Mali

- La **Direction Nationale du Développement Social** est en charge de l'accueil des migrants, mais pourrait jouer un rôle clé dans le soutien à l'accès aux services au niveau local grâce à sa présence sur l'ensemble du territoire malien.

- Les acteurs pouvant contribuer à l'amélioration de l'accès aux services de base à travers l'entrepreneuriat social au niveau communautaire sont les maires, les préfectures, les associations de migrants de retour, les associations d'appuis aux initiatives de développement rural, les microentreprises, le Groupe de Recherche et de Réalisation pour le Développement Rural dans le Tiers Monde (GRDR), IMIGRAD, les entrepreneurs en BTP, l'Association des Jeunes Engagés pour le développement

## DIMENSION PSYCHOSOCIALE

### Des aspirations à quitter la communauté non majoritaires parmi la population-cible :

- 42 % des répondants préféreraient rester, 18 % ne sont pas sûr(e)s et 39 % voudraient partir (dont presque la moitié des jeunes hommes répondants, soit 48 % contre 20 % des femmes). À la différence du sondage, les entretiens qualitatifs révèlent un intérêt quasi équivalent pour le départ entre communautés (mais aussi supérieur aux taux observés dans le sondage).
- Les raisons de vouloir partir diffèrent de façon significative entre les hommes et les femmes : si les hommes sont plus souvent motivés par des raisons économiques, les femmes mentionnent à la fois des raisons économiques et familiales.
- Les motifs de l'aspiration au départ diffèrent également entre les communautés, mais il convient de prendre en compte la pression exercée par les familles dans le processus de décision ainsi que les conséquences du changement climatique.
- La **connaissance des risques liés à la migration illégale** n'est un facteur d'influence du désir de rester que pour 6 % des répondants (13 % Kayes, 11 % Bafoulabé) et la méconnaissance des routes de migrations régulières que de 2 %.

### Une perception plutôt positive des migrants de retour :

- **Seuls 26 % des répondants considèrent que les migrants de retour sont traités de manière négative.** La perception positive ou négative des migrants de retour a cependant le plus souvent trait au succès ou à l'échec de l'expérience migratoire. Les migrants de retour, notamment ceux qui n'ont pas pu rapporter de l'argent pour soutenir leurs familles, sont souvent stigmatisés par la communauté.
- Avec la recrudescence des retours en situation « d'échecs », ces indicateurs sont à surveiller avec attention.

### Des besoins psychosociaux importants :

- Bien que les taux d'émotions négatives autodéclarées soient élevés, un sentiment d'optimisme est perceptible sur l'ensemble de l'échantillon. Cependant, **les entretiens qualitatifs dépeignent une image beaucoup plus contrastée et révèlent l'existence de lourds troubles psychosociaux**, notamment chez les migrants de retour récents.
- La réintégration semble par conséquent (à l'heure actuelle) plus difficile au niveau individuel que communautaire, et liée à des sentiments de honte et à des troubles psychosociaux accumulés lors de l'expérience migratoire et du retour (notamment pour les AVRR).
- Près de la moitié de l'échantillon (47 %) dit vouloir avoir accès à un soutien psychosocial.

---

### Acteurs psychosociaux :

- Des structures la Croix Rouge, l'ONG IMIGRAD ou l'ADG à Bafoulabé (Association pour l'appui au Développement Rural) pourraient contribuer à une prise en charge psychologique complète et systématique des migrants de retour.



- Des relais communautaires comme les Conseils Locaux de la Jeunesse ou RECOTRAD (Réseau de grillots qui joue un rôle de facilitateur et d'informateur communautaire et participe à la cohésion sociale) peuvent contribuer à la **sensibilisation des familles des bénéficiaires**, notamment sur les attentes et la déception au sein de la famille, qui constituent un facteur de stress supplémentaire pour les migrants de retour.

### III. IDENTIFICATION DES BESOINS COMMUNAUTAIRES EN VUE D'UNE MEILLEURE RÉINTÉGRATION

Pour corroborer les éléments récoltés sur le terrain et sur la base des index développés dans le rapport régional et du rapport MEASURE<sup>5</sup>, le tableau ci-dessous présente les différentes dimensions de réintégration individuelle pour les sept communautés interrogées au Mali. Dans un premier temps, un index est développé pour chacune des trois dimensions — économique, sociale, psychosociale — en fonction des données quantitatives récoltées lors de l'étude auprès des personnes interrogées dans chaque communauté; ces trois index sont composés à l'aide des réponses données sur les profils socio-économiques, les perceptions individuelles, la présence et la qualité des infrastructures, la présence et la qualité des services de santé, la possibilité d'obtenir des financements ou prêts, le dynamisme des échanges commerciaux, les vulnérabilités observables, la sécurité, l'environnement, la cohésion sociale, etc. Dans un second temps, un index synthétique représentant la moyenne arithmétique — sans poids particulier — des trois index précédents permet la définition d'un score de réintégration économique, sociale et psychosociale. Cette grille d'analyse pourra être répliquée, en utilisant la même méthodologie, lors des évaluations d'impact de mi-projet et finale; des versions simplifiées peuvent aussi être développées par les équipes de monitoring interne de l'OIM Mali.

Tableau 1 : Score de réintégration économique, sociale et psychosociale pour les communautés étudiées au Mali

		Pilier 1 Dimension économique		Pilier 2 Dimension sociale		Pilier 3 Dimension psychosociale		Score de réintégration		
	Rang	Communauté	Score	Communauté	Score	Communauté	Score	Rang	Communauté	Score
Mali	1	Bamako	0,77	Bamako	0,73	Bamako	0,92	1	Bamako	0,81
	2	Sikasso	0,72	Kita	0,59	Kita	0,87	2	Sikasso	0,67
	3	Kati	0,55	Yelimane	0,55	Sikasso	0,86	3	Kita	0,63
	4	Kayes	0,50	Sikasso	0,43	Kati	0,64	4	Kati	0,51
	5	Kita	0,44	Bafoulabe	0,42	Kayes	0,47	5	Kayes	0,39
	6	Bafoulabe	0,43	Kati	0,35	Yelimane	0,16	6	Yelimane	0,32
	7	Yelimane	0,25	Kayes	0,19	Bafoulabe	0,05	7	Bafoulabe	0,30

<sup>5</sup> IOM – MEASURE, 2017. *Setting Standards for The Operationalisation of IOM's Integrated Approach to Reintegration*, Final Deliverable, Research conducted by Samuel Hall for IOM – Geneva.

- La **dimension économique** porte sur la présence d'offres d'emploi ou d'activités génératrices de revenus, et le niveau de vie au sein d'une communauté. Dans le tableau 2, on voit la très nette différence entre Bamako (0,77) et Sikasso (0,72), et les cinq autres communautés (0,42 à 0,25). Sikasso jouit en effet de sa présence dans une région agricole très dynamique. Les plus faibles scores obtenus par les communautés de Bafoulabé, Kayes et Yelimané-Kirané sont le reflet de leur enclavement et de la faiblesse de leurs infrastructures (notamment de transport), limitant les opportunités et échanges économiques dans ces zones. Kati et Kayes souffrent des mêmes maux, mais Kita semble mieux tirer profit de leurs positions géographiques : Kati jouit des retombées en termes d'emplois et de développement économique liées à sa proximité de Bamako.
- La **dimension sociale** prend en compte le niveau d'accès aux services de base tels que l'eau et l'électricité, l'éducation, la santé, le logement, la documentation, la justice et l'application de la loi. Dans ce domaine, les scores très bas obtenus par Kati ou Kayes s'expliquent par le faible taux d'accès aux infrastructures routières ou à un réseau électrique efficace.
- La **dimension psychosociale** est couverte par les indicateurs quantitatifs prenant respectivement en compte l'incidence des émotions négatives au quotidien (colère, peur, solitude, faible estime de soi, tristesse, etc.) au sein de la communauté et le besoin en services psychologiques spécialisés. L'indicateur prend également en compte l'incidence de la discrimination, de la participation sociale et des niveaux perçus de sécurité et de confiance au sein de la communauté. Les scores très bas de Kayes, Yelimane et Bafoulabé s'expliquent par le taux élevé de ceux qui recherchent un soutien psychosocial spécialisé et un faible taux de réseaux sociaux. 85 % des répondants de Bafoulabé déclarent « *vouloir accéder à des services psychologiques* » par exemple.

Sur la base des index ci-dessus, nuancés par l'observation directe et par les entretiens qualitatifs, il est possible d'identifier des besoins communautaires spécifiques dans des domaines comme l'eau, l'énergie, l'environnement, etc. relevés dans le tableau suivant : en rouge, les enjeux prioritaires ; en orange, les enjeux importants ; en gris, les enjeux pour lesquels l'action de l'OIM ne saurait apporter une réponse directe à l'échelon communautaire.

Tableau 2. Aperçu des défis socio-économiques principaux par communauté

Enjeux communautaires	Bafoulabé	Bamako (Com. IV)	Kati	Kayes	Kita	Sikasso	Kirané
Eau							
Éducation							
Énergie							
Infrastructures							
Productivité Agricole							
Environnement							
Formation							
Financement							
Cohésion Sociale							
Logement							
Santé							
Psychosocial							
Documentation	Possibilité de plaider à l'échelle nationale						
Justice — Police	Possibilité de plaider à l'échelle nationale						



Photographie 1 : Fleuve Niger



Photographie 2 : Point d'eau à Kirané

## IV. APERÇU DES ACTEURS DE LA RÉINTÉGRATION ET DE LEURS CAPACITÉS AU MALI

En 2015, le gouvernement du Mali a lancé sa Politique Nationale de Migration (PONAM), avec un budget de 120 milliards CFA (183 millions d'euros) pour la période 2015-2019. La politique, qui constitue une réelle avancée dans le domaine de la migration, s'articule autour de deux éléments principaux : gérer la migration dans le cadre des normes internationales et s'attaquer aux causes profondes de la migration par le développement.<sup>6</sup>

Au-delà du projet EUTF, selon les parties prenantes interrogées, certains **obstacles** freinent encore la mise en place d'un système concerté pour la réintégration au Mali :

- **La multiplication des acteurs** : La migration est une thématique transversale, qui touche plusieurs secteurs du développement. Depuis quelques années, elle est au centre des médias et de l'attention des donateurs, et plusieurs acteurs vont alors utiliser ce terme dans leur proposition de projet afin d'attirer des financements. Cela multiplie le nombre d'acteurs de la migration et crée une confusion entre les différents niveaux d'expertise et champs d'intervention de chacun.<sup>7</sup>
- **Le manque de coopération et partage d'informations entre les ONG, le gouvernement Malien et l'OIM** : Plusieurs ONG interrogées au niveau national ont évoqué le manque d'échanges formels entre les différents acteurs de la migration. Si la PONAM a permis de définir des objectifs communs, les moyens d'y parvenir restent individuels et propres à chaque organisation. Cela peut conduire à une duplication des programmes d'une part et fait obstacle au partage des données.
- **Les tensions entre acteurs de la réintégration** : Ce manque d'échanges nuit à la compréhension des objectifs de chacun des acteurs de la migration et développe un climat de défiance où les différentes parties prenantes s'accusent mutuellement d'être à la source des obstacles freinant la mise en place d'un système concerté pour la réintégration.

La cartographie suivante présente les dynamiques liant l'ensemble de ces acteurs au niveau central ainsi que les obstacles identifiés en termes de coopération. Elle permet ainsi d'identifier les points de tension au sein de l'écosystème de la réintégration, tel qu'ils apparaissent aux acteurs interrogés lors de cette étude.

Il convient également de noter que les Collectivités Territoriales partagent ensemble et avec l'État central la responsabilité et la mission du développement malien. La mise en œuvre de projets de réintégration doit donc s'inscrire dans les plans de développement des collectivités.

Enfin, le tableau 3 présente des partenariats généraux et applicables à toutes les interventions d'intégration économique, sociale, psychosociale et environnementale ainsi que les besoins en renforcement de ces acteurs. Ces résultats s'appuient sur des observations empiriques et interviews aux échelons nationaux ainsi que sur des enquêtes de terrain dans les sept communautés interrogées. Ces pistes de partenariat ne sont qu'indicatives, en raison des limites propres à cette étude, et requièrent un travail d'information sur chaque partenaire — qu'il soit institutionnel ou non — de la part de l'OIM afin de garantir la faisabilité technique, viabilité financière et durabilité de chaque partenariat.

---

<sup>6</sup> Fransje Molenaar Thibault van Damme (2017) *Irregular migration and human smuggling networks in Mali*, Clingendael Institute

<sup>7</sup> KII OIM, KII AECID, Bamako, mars 2018

Figure 1 : Cartographie des acteurs avec identification des faiblesses structurelles majeures

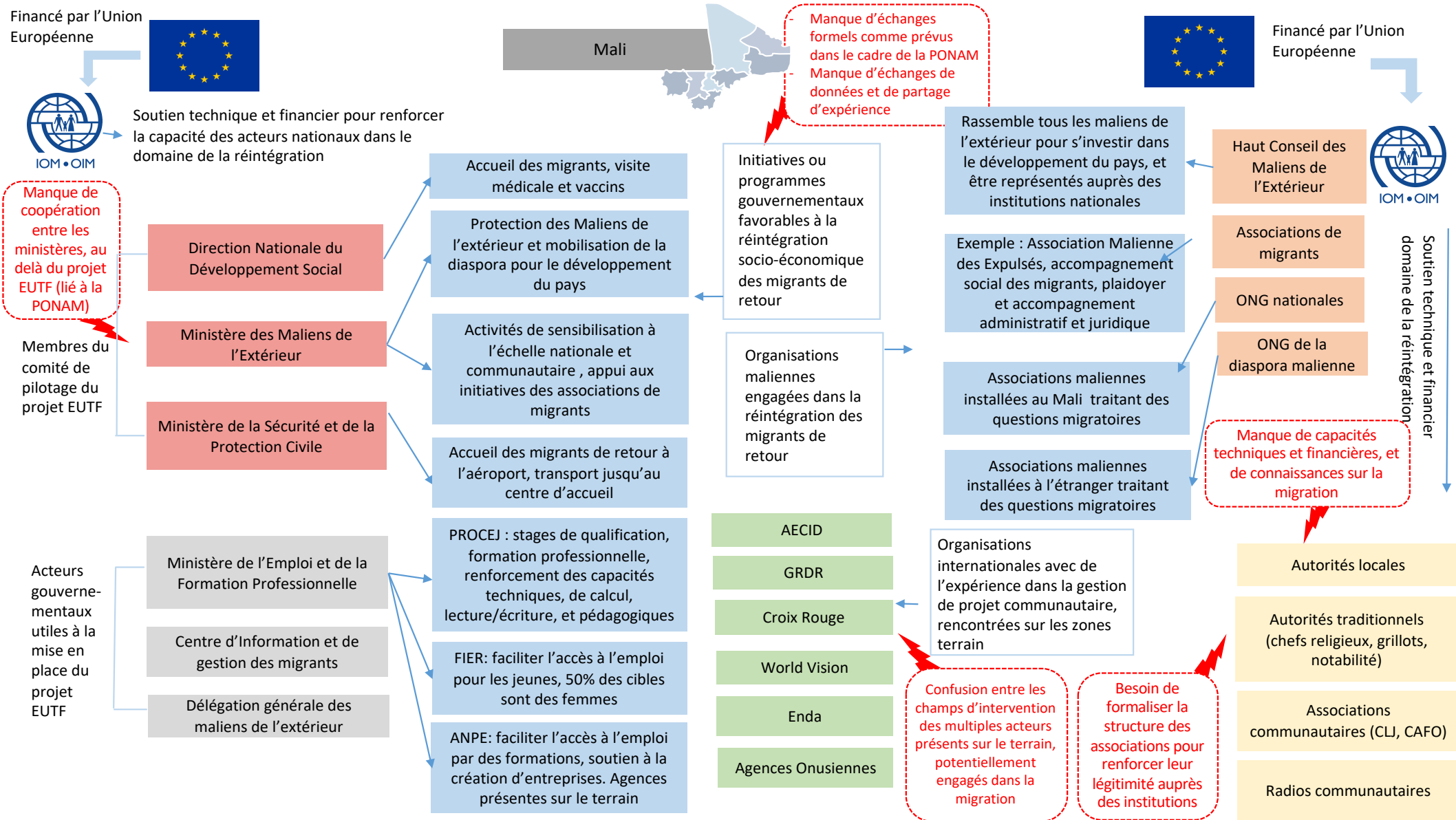


Tableau 3 : Besoins de renforcements en capacité par type d'acteurs au niveau local

<p>STRUCTURE INTÉGRATION ÉCONOMIQUE</p>	<p><b>Programmes économiques</b> de l'État du Mali : ANPE, PROCEJ, FIER, APEJ  <b>Entreprises locales</b> : Usines Stone, Karanga et Gangotery (Bafoulabé) ; Cimenterie CIMAF et Cimenterie Diamond (Kati) ; Keitala Negos (Sikasso) ; Conseil National du Patronat (Bamako)...</p> <p><b>Collectivités locales</b> : Préfecture, mairie, services décentralisés</p> <p><b>Associations de migrants</b> : Association des</p>	<p><b>Transfert des capacités du niveau national à communautaire à travers l'octroi :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- De financements pour les antennes communautaires</li> <li>- D'équipements et de formations dans les bureaux communautaires</li> <li>- D'une feuille de route pour les activités en termes de réintégration, et d'une formation sur la thématique de la migration et les défis liés à l'intégration</li> </ul> <p><b>Renforcer le dialogue entre les employeurs et les autorités locales en :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Identifiant les secteurs et entreprises pourvoyeuses d'emplois et les obstacles à l'embauche</li> <li>- S'assurant de bonnes conditions de travail en termes d'horaires et conditions, surtout dans le domaine des mines et de l'orpaillage</li> </ul>
<p>STRUCTURE INTÉGRATION SOCIALE ET PSYCHOSOCIALE</p>	<p><b>Collectivités locales</b> : Préfecture, mairie, services décentralisés</p> <p><b>Associations de migrants</b> : Association des migrants de Kayes, de Kita</p> <p><b>Associations communautaires</b>, de femmes, de jeunes, pour le développement (ex : Association pour l'appui au Développement Rural, Association pour des actions de Développement Rural, CAFO...)</p> <p><b>Leaders traditionnels</b> : Imams, marabouts, grillots, notabilité (également potentiels</p>	<p><b>Renforcer la coopération entre les différents potentiels acteurs de la réintégration :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- « Formation des formateurs » : Sensibiliser les autorités sur la thématique de la migration et des défis liés à la réintégration, pour qu'ils transmettent ensuite la formation aux autres acteurs non gouvernementaux (associations, ONG, employeurs majeurs)</li> <li>- Dialogue entre les autorités et acteurs principaux de la communauté pour établir une feuille de route des actions et acteurs majeurs dans le domaine de la réintégration</li> </ul> <p><b>Renforcement des capacités psychosociales</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaissance des défis liés à la réintégration et souhait de s'engager dans le soutien psychologique (entretien individuel, réunion de groupe et échange entre les différents migrants de retour)</li> </ul> <p><b>Formaliser les associations de migrants de retour</b></p>
<p>RECHERCHE &amp; INNOVATION</p>	<p>Institut d'Économie Rurale (IER)            Centre National de la Recherche Agricole du Mali (CNRA-Mali)            Laboratoire Central Vétérinaire (LCV)            Université de Bamako            International Crop Research            Institute for the Semi-arid Tropics (CGIAR-ICRISAT)</p>	<p><b>Identification des bonnes pratiques et coordination</b></p> <p>L'OIM a un important rôle de coordination à jouer dans ce domaine, sachant que les initiatives « pilotes » sont rarement développées à plus grande échelle (par manque de moyens ou de volonté de coordination).</p>

Tableau 4 : Partenariats structurels et généraux (indépendamment de la chaîne de valeur ou filière)

STRUCTURE D' INTÉGRATION SOCIALE ÉCONOMIQUE, SOCIALE, PSYCHOSOCIALE	<p><b>Partenaires institutionnels et/ou gouvernementaux</b>            Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE)/Pôle Emploi            Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes (AFPA)            Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA)            Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM)            Centre d'appui à la microfinance et au développement (CAMIDE)            Centre d'appui au réseau d'épargne et de crédit (CAREC)            Chambre du Commerce et de l'Industrie du Mali (CCIM)            Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement (CAD-MALI)            Comité National de la Jeunesse (CNJ)            Direction Nationale du Développement Social dans le cadre du Programme de Développement Social            Direction Régionale de l'Agriculture (DRA)            Direction Régionale du Développement Social et de l'Économie Solidaire (DRDSES)            Direction Régionale de l'Hydraulique (DRH)            Institut National de Prévoyance Sociale (INPS)            Urbain (PDSU)  <b>Intégration sociale et psychosociale</b>            Acroterre            Institut pour l'Éducation Populaire (IEP)            Programme d'Appui à la Jeunesse Malienne (PAJM)            SankoréLabs            Union Technique de la Mutualité Malienne (UTM)            Yermatoun</p>	<p><b>Secteur agricole et agroalimentaire</b>            ACORD Mali            Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF)            Afrique Verte Mali (AMASSA) Association des Organisations Professionnelles Paysannes (AOPP)            Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali (CNOP Mali)            Développement des agro-industries du Sud (DAGRIS)            Organisations de Producteurs (OP)            Programme de Renforcement des Capacités des Commerçants Détaillants (PRECACD)            Réseau Régional Horticole de Kayes (RHK)            TONUS  <b>Partenaires en formation et développement des capacités (généralistes)</b>            Académie d'enseignement (AE)            Association pour le Développement des Activités de Formation (ADAF Gallé)            Centre de Formation et d'Appui Conseil pour le Développement Local (DELTA-C)            Centre National pour la Promotion du Volontariat au Mali (CNPV)            GRET Professionnels du développement solidaire            Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural (GRDR)            Programme de Plateforme Multifonctionnelle et Emploi (PTFE)            Schéma Directeur Régionale de Formation Technique et Professionnelle (SDRFTP)  <b>Partenaires en formation et développement des capacités (spécialisés)</b>            Atribone            École supérieure de la banque (CFPB)            Centre de Formation Bancaire du Mali (CFBM)</p>
FINANCEMENT & QUALITÉ	<p><b>Partenaires financiers et investisseurs sociaux</b>            Agence pour la Promotion des Investissements au Mali (API-MALI)            Association Professionnelle des Banques et Établissements Financiers (APBEF)            Association Professionnelle des Institutions de la Microfinance du Mali (APIM-MALI)            Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés du Mali (APSPD-MALI)            Banque de Développement du Mali (BDM-SA)            Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA)            Banque Nationale du Mali (BNDA)            Ecobank Mali SA            HandiFormaBanque            Orabank (anciennement Banque Régionale de Solidarité BRS)</p>	<p>Programme de Microfinance Rurale (PMR)            Société de Gestion et d'Intermédiation du Mali (SGI Mali)  <b>Labellisation durable et standards éthiques, sociétaux et environnementaux</b>            Agence Française de Développement (AFD°)            Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD)            Agence pour la Promotion des Investissements au Mali (API-MALI)            Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie au Mali (BICIM)            CCFD-Terre Solidaire            Comités Locaux d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions du Développement (CLOCSAD)            Conseil National de l'Environnement            ECOLOG</p>
RECHERCHE & INNOVATION	<p><b>Partenaires recherche</b>            Center of Experts for Services and Solutions Institute (CESS Institute)            Centre d'Études et de Recherches sur la Population et le Développement (CERPOD)            Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural (GRDR)            Groupe de Recherche d'Action et d'Assistance pour le Développement Communautaire (GRAADECOM)            Institut de l'Économie Rurale (IER)            Massachusetts Institute of Technology (MIT)</p>	<p><b>Partenaires médias</b>            Agence de Presse du Mali (AMAP)            Association de journalistes            Fondation Hirondelle            Office Radiodiffusion Télévision du Mali (ORTM)</p>

Filière collecte et recyclage de déchets	Filière céréales	Filière riziculture	Filière mangue	Filière élevage	Filière karité	Filière coton	Filière pêche et pisciculture	Filière agroforesterie
Bamako Kayes Sikasso	Bafoulabé Bamako Kita Sikasso	Bamako Kayes Sikasso	Bamako Kati Sikasso	Kayes Kita Kirané Sikasso	Kayes Sikasso	Bamako Kayes Kita Sikasso	Bafoulabé Bamako Kati	Bamako
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agence Belge de Développement (CTB)</li> <li>• AGIR</li> <li>• Afribone</li> <li>• Coordination des organismes travaillant dans l'assainissement et la protection de l'environnement (COTAPE)</li> <li>• Direction Régionale de l'assainissement du contrôle des pollutions et des nuisances (DRACPN)</li> <li>• Direction des Services Urbains, de Voirie et d'Assainissement (DSUVA)</li> <li>• Division Municipale de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Afrique Verte — Association Malienne pour la Sécurité et la Souveraineté Alimentaires (AMASSA)</li> <li>• Agence pour la promotion des Filières Agricoles (APROFA)</li> <li>• Assemblée permanente des chambres d'agriculture du Mali (APCAM)</li> <li>• Commerce International des Céréales et Production Céréalière au Mali</li> <li>• Centre Agro-Entreprise (CAE)</li> <li>• FAO</li> <li>• FASO KABA</li> <li>• Grands Moulins du Mali (GMM)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• AgEcon</li> <li>• Association Afrique Agro Export</li> <li>• Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM)</li> <li>• Association Malienne pour la Sécurité et la Souveraineté Alimentaires (AMASSA)</li> <li>• IICEM</li> <li>• Institut d'Économie Rurale (IER)</li> <li>• Fédération des Centres FARANFASI</li> <li>• Fonds International de développement agricole (FIDA)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agence Malienne pour la Promotion des Filières Agricoles (APROFA)</li> <li>• Centre Agro-Entreprise (CAE)</li> <li>• COPROMANGUE</li> <li>• Hélvétas</li> <li>• Institut Polytechnique Rural (IPR/IFRA)</li> <li>• Union Régionale des Centres de Gestion « Kened Ugu Jelenya bulomba »</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agronomes et Vétérinaires sans Frontières (AVSF)</li> <li>• Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM)</li> <li>• Centre Agro-Entreprise (CAE)</li> <li>• Fédération des groupements interprofessionnels de la filière Bétail Viande au Mali (FEBEVIM)</li> <li>• Observatoire du Marché Agricole (OMA)</li> <li>• Office malien du bétail et de la viande (OMBEVI)</li> <li>• Jekawu li ka soro yiriwa (jekasy )</li> <li>• Institut d'Économie Rurale (IER)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agronomes et Vétérinaires sans Frontières (AVSF)</li> <li>• Alliance Globale du Karité (AGK)</li> <li>• Association des Professionnels de la Filière Karité du Mali (APROKAM)</li> <li>• Huilerie Cottonnière du Mali (HUICOMA)</li> <li>• ICCO/USAID</li> <li>• Institut d'Économie Rurale (IER)</li> <li>• Société Abdoul Talla et Fils (SOATAF)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Associations Villageoises</li> <li>• Chambres régionales d'agriculture (CRA)</li> <li>• Compagnie Malienne pour le Développement du Textile (CMDT)</li> <li>• COMATE</li> <li>• Groupements des Syndicats de cotonniers et de vivriers (GSCVM)</li> <li>• Hélvétas</li> <li>• Huilerie Cottonnière du Mali (HUICOMA)</li> <li>• Institut d'Économie Rurale (IER)</li> <li>• Institut Polytechnique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• AFAR</li> <li>• Hélvétas</li> <li>• Institut d'Économie Rurale (IER)</li> <li>• Institut Polytechnique Rural (IPR/IFRA)</li> <li>• Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche</li> <li>• Ministère du Développement Rural</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• AMAIL</li> <li>• Centre Agro-Entreprise (CAE)</li> <li>• Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence (DNCC)</li> <li>• Direction Générale de la Réglementation et du contrôle du Secteur du Développement Rural (DGRC/SDR)</li> <li>• Institut International de Recherches en Agroforesterie (ICRAF)</li> <li>• Institut Polytechnique Rural (IPR/IFRA)</li> </ul>



<p>Gestion des Déchets</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ECOLOG</li> <li>• EMBALMALI</li> <li>• GRET</li> <li>• Groupe Déchets Plastiques</li> <li>• INVEST MAL</li> <li>• Massachusetts Institute of Technology (MIT)</li> <li>• SIECO</li> <li>• SIMPLAST</li> <li>• SOACAO</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Laboratoire de Technologie Alimentaire — Institut d'Économie Rurale (IER)</li> <li>• Office des Produits Agricoles du Mali (OPAM)</li> <li>• Projet d'appui à la commercialisation des céréales au Mali</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Observatoire des Marchés Agricoles (OMA)</li> <li>• Office des Produits Agricoles du Mali (OPAM)</li> <li>• Programme Alimentaire Mondial (PAM)</li> <li>• PRESAO</li> <li>• URDOC</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche</li> <li>• Moulins Modernes du Mali (MMM)</li> </ul>		<p>Rural (IPR/IFRA)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mouvement Biologique Malien (MOBIOM)</li> <li>• Sociétés coopératives de producteurs de coton (SCPC)</li> <li>• Syndicat des producteurs de coton et de vivriers (SYCOV)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Observatoire des Marchés Agricoles</li> <li>• Programme d'Appui au Suivi des Exploitations</li> </ul>
---	---	--	--	---	--	--	--	--

*Tableau 5 : Partenariats possibles (par chaîne de valeur ou filière et communauté)*

## V. RECOMMANDATIONS POUR OIM – Mali

Deux types de recommandations sont présentés dans cette section. Ces deux approches sont complémentaires, les approches dites «générales» servant de socle pour initier, consolider et optimiser l'impact des recommandations spécifiques — par communauté. Il est important de noter ici, à la suite de nombreuses discussions avec les équipes de l'OIM en Afrique de l'Ouest, que ces recommandations sont indicatives (car fondées sur des ressources limitées et des *enquêtes rapides* de dix jours par communauté). Un travail de terrain de la part des équipes de l'OIM est donc requis afin de tester la viabilité des pistes recommandées, vérifier la faisabilité technique des interventions, et mieux évaluer la nature des partenariats possibles.

### Rappel des besoins exprimés lors de l'enquête

Comme exposé dans le rapport principal, interrogés sur les besoins en moyens pour développer certains des secteurs dits porteurs au sein de leurs communautés, les répondants ont avancé les points suivants :

- Développement de l'agriculture, l'élevage et la pêche par la mise en place de coopératives, mécanisation de l'agriculture, aides au financement et à l'approvisionnement en engrais, semences et équipements ;
- Amélioration des voies de communication et de transport (constructions de ponts à Bafoulabé, routes à Yelimané et Kita) ;
- Faciliter l'accès aux terres ;
- Renforcement de la main-d'œuvre : la main-d'œuvre malienne manque de qualifications et ne répond pas aux besoins du marché du travail formel émergeant dans le pays. Cela nuit à la diversification de l'économie et à l'efficacité du processus productif dans de nombreux domaines :
  - dans le secteur agricole, une main-d'œuvre qualifiée favorise l'utilisation de techniques innovantes pour irriguer les terres, développer et multiplier les semences. Des formations dans l'entrepreneuriat et le business permettent également de diversifier le secteur agricole en renforçant la chaîne de valeur et les techniques dans la transformation, conservation et vente des produits agricoles.
  - Dans des secteurs émergents (l'extraction de minerais, l'énergie, l'eau ou le développement des infrastructures) le manque de compétences spécialisées pousse les entreprises à recruter des jeunes de l'étranger et les Maliens qualifiés à chercher un emploi dans la sous-région où leurs compétences sont plus reconnues.
- Accès au revenu des femmes : l'emploi des femmes demeure extrêmement problématique au Mali. On trouve parfois des initiatives qui leur sont spécialement adressées au niveau communautaire telles que la création de coopératives de femmes (voir les exemples de Yelimané, Sikasso mentionnés Section 3.) ;
- Manque de coopération et partage d'informations entre les ONG, le gouvernement Malien et l'OIM ;
- Besoins en renforcement de la prise en charge psychosociale des migrants de retour.

La nécessaire diversification de l'économie passe donc par des changements structurels, et le transfert de compétences de domaines à faible productivité comme l'agriculture de subsistance à d'autres secteurs dynamiques comme la manufacture pour y renforcer les compétences, les techniques de transformation agricoles, etc. Cette transformation structurelle se heurte à de nombreux obstacles au Mali : le manque d'infrastructures, d'accès au capital, la structuration des marchés et le cadre réglementaire.

De manière générale, il est recommandé à l'OIM – Mali de privilégier une approche systémique qui vise à influencer la structure des communautés locales. Réintégrer des individus ne consiste pas seulement à offrir des opportunités d'emploi à court terme, mais à mieux comprendre la communauté pour en renforcer la structure d'intégration économique, sociale, sociétale et psychosociale.

Dans cette logique, il convient de :

- i) Développer des analyses spécifiques des chaînes de valeur pour identifier les segments de création de valeur économique et environnementale pour la communauté et d'emploi pour les migrants de retour.
- ii) Créer des emplois pour les non-migrants et les migrants assistés au retour, afin de casser la frontière — souvent démentie par les Maliens interrogés — entre communautés « hôtes » et migrants.
- iii) Identifier les fragilités socio-économiques des communautés ciblées (tableau 3) pour proposer des solutions entrepreneuriales pragmatiques qui réintègrent les migrants tout en apportant des dividendes positifs à la communauté et garantissent un impact environnemental, sociétal et social positif (ou neutre).
- iv) Optimiser l'impact de l'intervention au-delà du cercle économique strict, à travers des activités sociétales, psychosociales et culturelles.
- v) Renforcer les coordinations avec d'autres acteurs clés, tels que les homologues gouvernementaux (Maliens, mais aussi régionaux), les agences des Nations Unies concernées, le secteur privé local et national, les petits exploitants locaux, les coopératives, les partenaires de recherche et autres acteurs pertinents — sachant que l'OIM n'est pas en capacités techniques et financières de remplir l'ensemble des mandats assignés dans ces recommandations.
- vi) Initier un dialogue sur la notion du prestige social au Mali et contribuer un changement de paradigme sur le long terme.

## RECOMMANDATIONS GENERALES POUR OIM — MALI

1. Favoriser le développement de l'industrie agricole en privilégiant productivité et transformation en zones agricoles (soit les communautés étudiées à Bafoulabé, Kati, Sikasso, Kirané): il est recommandé à l'OIM de contribuer en particulier à améliorer la **chaîne de valeur du riz** (Sikasso), **de l'agroforesterie** (chaînes de valeur de l'anacardier, du *moringa* et du karité aux alentours de Kati et Kita), et **de l'élevage** (Bafoulabé, Kirané, Kayes) dans les communautés locales, tout en prenant en compte les logiques nationales (régulations, planification, innovations expérimentées avec succès dans d'autres pays ou régions, et la consolidation progressive de chaque segment de la chaîne de valeur (et sous-segments). Cette approche devrait être réalisée en coordination avec d'autres acteurs clés (les homologues gouvernementaux, les agences des Nations Unies concernées, le secteur privé, les petits exploitants locaux, les partenaires de recherche et autres acteurs pertinents) et ciblée sur :
  - La diffusion des améliorations techniques expérimentées avec succès au Mali ou ailleurs ;
  - La soutenabilité socio-économique et environnementale (*labels Fairtrade*, recyclage etc.), et
  - La consolidation progressive de chaque segment de la chaîne de valeur (et sous-segments).

Il importera également de travailler avec des acteurs favorisant **l'inclusion et la réintégration des femmes**.<sup>8</sup> Au-delà de l'exemple du **riz, de l'agroforesterie et du bétail**, d'autres chaînes de valeur présentent aussi un fort potentiel de développement agro-industriel par une valorisation du segment de la transformation, une production de qualité écologiquement responsable et socialement équitable. C'est la voie à privilégier pour l'OIM, grâce à des interventions directes (initiateur et financeur) et des partenariats techniques.

Tableau 5 : Chaînes de valeur présélectionnées pour les communautés interrogées

Chaînes de valeur présélectionnées	Bafoulabé	Bamako	Kati	Kayes	Kita	Sikasso	Kirané
Collecte/Recyclage							
Céréales							
Riziculture							

<sup>8</sup> Le potentiel d'emploi des femmes dans l'élevage et l'aviculture a plusieurs fois été souligné, à titre d'exemple.

Mangue							
Élevage							
Karité							
Coton							
Pêche/Pisciculture							
Agroforesterie							
Résultats	2	7	2	5	3	7	1

2. **Généraliser une approche entrepreneuriale centrée sur des initiatives à petite échelle, basées sur les besoins de la communauté/du marché et générées par des entrepreneurs locaux (migrants assistés au retour et non-migrants)**, bénéficiant d'une formation technique et d'un soutien en nature de l'OIM et d'autres partenaires. L'impact sur la communauté peut être multiple : économique, social, environnemental, ; mais également un impact positif sur la perception des migrants de retour par le reste de la communauté. L'analyse des propriétés principales de l'écosystème des PME maliennes met en lumière des contraintes à plusieurs niveaux concernant le développement de l'entrepreneuriat : des contraintes politiques liées à la situation sécuritaire et la taxation élevée et complexe, des contraintes liées au marché, des contraintes liées au soutien apporté aux PME, le manque de personnel formé et une culture qui n'encourage pas les visées entrepreneuriales à long terme. Des exemples de bonnes pratiques sont fournis dans le rapport principal à cet égard. Pour développer un vivier entrepreneurial à l'échelon communautaire (particulièrement en zones rurale ou périurbaine) pour l'OIM : un accent tout particulier doit être mis sur le **suivi technique et financier** ; les initiatives conduites par des femmes sont plus vulnérables pour des raisons qui peuvent tenir à la nature de leurs activités (services) ou à la pression des normes socioculturelles ; enfin, certains secteurs sont plus exposés que d'autres aux variations du contexte socio-économique ou à la saisonnalité de leur activité.
3. **En zones urbaines, s'appuyer sur les initiatives gouvernementales** (telles que le Projet de Formalisation des Acteurs du Commerce de détail 2017-2020) **et adopter une approche « placement »** dans le cadre d'un système d'orientation. L'OIM peut orienter les migrants de retour vers **des projets dédiés à la jeunesse existants**. Cela nécessite les étapes suivantes :
- Connaître les opportunités dans les centres urbains (fichier à maintenir à jour, par un chargé de projet à l'OIM) et les présenter systématiquement aux migrants de retour.
  - Identifier les profils qui intéressent les porteurs de projets et négocier des quotas.
  - Inviter les porteurs de projets à la commission intergouvernementale sur le retour — commission qui devrait être ouverte aux ONG et organisations internationales en plus des entités gouvernementales (approuvé lors de l'atelier de validation).
- Ensuite, l'OIM peut orienter les migrants de retour vers le **secteur privé** dans des secteurs dits « porteurs ». Les secteurs porteurs identifiés à Bamako sont par exemple le tourisme, la restauration, l'artisanat et le transport.
4. **Établir des points d'accueil dans la communauté (soit physique, avec un centre dédié, soit virtuel, avec un case-manager OIM spécifique attaché à l'intégration de chaque migrant)** pour informer les migrants de retour de leurs droits, donner des conseils sur les possibilités d'emploi et les orienter vers les services publics pertinents. Il faut de même assurer la liaison avec les institutions publiques compétentes et renforcer leur capacité à fournir des services efficaces tels que des formations à l'entrepreneuriat, du coaching, des services de placement, etc. Il est par ailleurs important de fluidifier les processus d'intégration à l'arrivée pour réduire les temps d'attente et développer un système unifié d'information et de suivi pour les migrants de retour.

**5. Renforcer les capacités de réintégration sociale et psychosociale :** Afin de renforcer la prise en charge et l'assistance psychosociale des migrants de retour, OIM-Mali pourra s'attacher à appuyer la création d'un centre d'accueil des migrants de retour; évaluer les besoins des migrants de retour identifiés dans chaque communauté cible; former les acteurs locaux (associations, ONG, formations confessionnelles, services municipaux) dans la prise en charge des traumas (agressions sexuelles et viols, maltraitements et violences physiques, psychologiques); et désigner et former des structures de médiation avec les familles. Des axes de réflexion supplémentaires se dégagent de l'étude en termes de partenariats potentiels :

- L'OIM pourrait collaborer avec la DNDS, Croix Rouge malienne ou les associations locales pour assurer un suivi après le retour des bénéficiaires dans leur région d'origine. L'OIM, par le biais de ces organisations/associations, pourrait aider les bénéficiaires à s'organiser en associations ou en groupes organisés qui se soutiennent et s'informent mutuellement, mais facilitent également la réintégration sociale.
- L'OIM pourrait également coopérer avec la Croix Rouge ou les organisations présentes dans les communautés (notamment la CAFO, la diaspora et les associations de jeunesse, l'Association pour l'appui au Développement Rural) pour soutenir la formation psychosociale du personnel (voir les Profils des communautés pour les organisations respectives dans les communautés).

#### Le rôle clé de la diaspora dans le développement des infrastructures communautaires

Pour pallier les insuffisances en matière d'accès aux services et de développement d'infrastructures, la **diaspora et les transferts de fonds jouent encore un rôle primordial au Mali**. Leurs effets sont visibles dans toutes les communautés interrogées et notamment à Kirané/Yelimané par le biais du jumelage Montreuil-Yelimané : construction des maisons, d'un centre de santé, de bâtiments communautaires, de puits et de forages; distribution des fournitures scolaires; aide au reboisement, etc. Les habitants utilisent un site internet (kirenecafo) pour à la fois exposer aux migrants le fruit de leurs investissements et exprimer leurs besoins en infrastructures. Des faits similaires ont été rapportés dans toutes les communautés interrogées : implantation de châteaux d'eau, électrification de zones par le biais de panneaux solaires, aménagements de périmètres maraichers, construction d'infrastructures sanitaires et écoles, organisation de festivals pour le développement du commerce à Dafoulabé; etc. La diaspora joue également un rôle clé dans le soutien aux

**6. Contribuer à l'amélioration des systèmes de coordination entre acteurs efficaces :**

La cartographie (Figure 1) a mis en lumière le besoin de mieux comprendre et communiquer concernant les rôles spécifiques que les parties prenantes peuvent jouer sous le fonds fiduciaire de l'UE au Mali :

- Conception d'un plan de partenariat stratégique avec les acteurs pertinents ;
- Identification des parties impliquées dans la mise en œuvre aussi bien que des nouveaux partenaires opérationnels et des entités de recherche et d'information ;
- Évaluation des forces et des faiblesses comparatives des acteurs les plus opérationnels sur le plan de la réintégration des migrants de retour.

**7. Systématiser les partenariats avec les ONG et OSC maliennes, la diaspora ainsi qu'avec les acteurs de la recherche (en particulier agricole, rurale et environnementale) :** Le secteur offre d'intéressantes opportunités, particulièrement à la jeunesse. Avec le développement des TIC, les jeunes peuvent créer des services à valeur ajoutée pour le monde agricole : favoriser la création des réseaux de veille sur les marchés agricoles, animer des réseaux virtuels (Facebook, Blog) pour des OP et des producteurs, accompagner en montage et suivi de projets, etc. C'est ainsi que des jeunes diplômés se reconvertissent dans le secteur agricole.

- 8. Contribuer au renforcement des capacités techniques et institutionnelles des parties prenantes maliennes à l'échelon local comme à l'échelle nationale :** Une approche cohésive qui vise à développer les capacités individuelles et communautaires à deux niveaux (institutionnel et professionnel/technique). Ces deux types de soutien — par le biais de formations techniques et professionnelles — doivent être mis en place dans l'ensemble des communautés interrogées. Chaque communauté étudiée reste structurellement handicapée par la faiblesse de l'encadrement institutionnel sur les questions de migration, de protection ou de droit plus généralement. À l'échelon national ou provincial, il est tout aussi important d'offrir un appui technique aux acteurs gouvernementaux et aux partenaires de la société civile sur des questions essentielles de protection, et de droit des migrants (en incluant les migrants de retour).
- 9. Renforcer la coopération Malienne-Ivoirienne pour mieux protéger les migrants :** Vu l'importance de la Côte d'Ivoire pour les migrants maliens, l'OIM pourrait jouer un rôle facilitateur de promotion de la coopération en matière de migration entre les deux pays. Elle pourrait par exemple jouer un rôle plus actif pour formaliser les échanges de migration de travail (qui ont une importance égale pour les deux pays), de protection pour les migrants, et de facilitation de transfert de fonds, de connectivité et de transport, pour les migrants dans les deux pays.
- 10. Exploiter la présence régionale de l'OIM pour promouvoir l'économie malienne :** Un des plus grands défis du Mali est son faible niveau de connectivité économique avec ses pays voisins. Les migrants de retour en revanche ont souvent des connaissances des marchés et des connexions, dans toute la région. Ces connaissances et réseaux pourraient servir de base à une coopération transfrontalière permettant aux produits maliens d'accéder aux marchés étrangers et vice versa de façon avantageuse pour tout le monde. Étant présente dans tous les pays voisins, l'OIM pourrait considérer des petites subventions pour des projets qui connectent les migrants avec les communautés ou les marchés régionaux, ou des coopératives constituées de migrants et non migrants au Mali comme en pays de destination/séjour.
- 11. Initier un dialogue sur la notion du prestige social au Mali et contribuer un changement de paradigme :** une réflexion sur le fondement social de la migration profondément enraciné au Mali, et sur un nécessaire changement de paradigme reflétant davantage les réalités de la migration pour les jeunes maliens d'aujourd'hui doit être menée. En effet, au cœur des dynamiques migratoires maliennes (et au-delà des facteurs exogènes qui poussent les Maliens à émigrer : changement climatique, chômage et manque de perspective, conflits, etc.) gît le prestige social qui lui est attribué. Initiative de longue haleine, mais nécessaire à la lutte contre la disparition de la main-d'œuvre et pour le renforcement de l'intégration locale, le travail de réflexion et de transformation sur les notions de prestige social et de réussite devra être mené à travers un dialogue avec les communautés. La migration étant partie intégrante du processus identitaire, l'ambition n'est pas de décourager les jeunes ayant un projet migratoire, mais de promouvoir la réussite locale qui doit elle aussi être source de prestige social et d'en faire un objectif réaliste pour les jeunes et leurs familles. Plusieurs acteurs devront faire partie de ce dialogue tel que le gouvernement, la société civile, les leaders communautaires et traditionnels, les familles, le système éducatif, les migrants de retour plus anciens et, par-dessus tout, la diaspora. La section suivante analyse les agents d'influence et canaux de communications et au Mali, contribuant ainsi à nourrir la réflexion à ce sujet.

## STRATÉGIE C4D POUR OIM — MALI

Le volet sensibilisation de l'Initiative conjointe au Mali a été accordé à l'Agence Espagnole pour la Coopération internationale au Développement (AECID) par le FF-UE. Cette section vise à nourrir la réflexion de l'OIM et de

l'AECID quant aux outils, messages, relais pouvant être utilisés pour l'élaboration de leur stratégie de communication.

La stratégie de C4D de l'OIM doit prendre en compte certaines spécificités dans la dynamique migratoire locale et les agents d'influence identifiés :

- **Un manque de confiance dans le collectif** (État, institutions, organisations) : bien que les perceptions semblent très contrastées entre les communautés, il y a un consensus autour de la question du degré d'honnêteté perçue des autorités locales, police et juges, tous jugés très négativement par les répondants. Seuls les leaders traditionnels semblent très respectés.
- **La famille et les proches sont au cœur de la prise de décision migratoire** : lorsqu'on leur demande qui ils écoutent en priorité lorsqu'ils désirent prendre une décision, 91 % des répondants disent consulter leurs familles en premier lieu, puis leurs amis (80 %), suivi des leaders religieux (70 %). On a également observé au cours de l'enquête qualitative que c'était plus précisément la mère du migrant qui jouissait de la plus grande influence sur ses décisions (« *pas un jeune migrant ne partira s'il n'a pas la bénédiction de sa mère* »). D'autres leaders d'opinion semblent être régulièrement consultés à l'échelle communautaire selon les répondants, notamment, les chefs de quartier, les présidentes de la CAFO, la présidente locale du Conseil national de la jeunesse, le RETROCAD, mais aussi les « notables » tels que : le maire, les anciens chefs de village, le chef de quartier ou encore les descendants des anciens chefs de canton (les Traore, les Djamoutene...).
- Comme évoqué plus haut., la **connaissance des risques de la migration n'est un facteur d'influence du désir de rester que pour 6 % des répondants** et la méconnaissance des routes de migrations régulières que pour 2 % d'entre eux.

Il convient également de s'appuyer sur les moyens de communication les plus répandus :

- Les répondants de l'étude utilisent les réseaux sociaux pour se renseigner sur les possibilités d'intégration locale (51 % en moyenne) et sur les possibilités de migration (34 %). 44 % d'entre eux disent être informés des options migratoires légales pour partir à l'étranger.
- L'analyse de l'utilisation des moyens de communication montre qu'à l'exception de Facebook, les médias traditionnels (radio, TV) et les réseaux traditionnels (famille, amis) constituent les plateformes préférées d'information.
- Parmi les 353 répondants qui utilisent réseaux sociaux (58 %), la quasi-totalité utilise WhatsApp et Facebook (90 % et 89 %) et les trois quarts utilisent Viber (75 %)

Les acteurs impliqués dans la sensibilisation au niveau communautaire identifiés au cours de l'étude sont les suivants (liste non exhaustive) :

- Les **associations** telles que l'Association pour le Développement des migrants de retour (ADMRK), l'Association pour le développement du Cercle de Kita (ADCK) qui sensibilisent la population grâce à des activités ou débats organisés à la radio assortis de témoignages. Selon le représentant de l'association SOS KBK de Kita : « *Ces actions de sensibilisation semblent avoir des effets sur la migration principalement pendant la période hivernale.* »
- La **CAFO** signe également des contrats avec les radios locales pour sensibiliser les populations sur diverses questions liées à la santé et l'excision.<sup>9</sup> Si elle ne travaille pas directement avec les migrants, elle organise

---

<sup>9</sup> Entretiens : ONG Afar ; Présidente Locale de la CAFO, Bafoulabe

toutefois des théâtres de sensibilisation sur les conséquences de la migration et la nécessité d'accueillir les migrants de retour par les familles.

- Les **radios communautaires** directement (ORTM, Radio Bafoulabé...)
- Les leaders religieux et traditionnels (considérés comme « notables »), les leaders communautaires.

Les messages recommandés par les répondants au cours des entretiens pour les activités de sensibilisation peuvent être classés dans deux catégories :

- **Les messages sur l'intégration locale** : « *Il faut une campagne de sensibilisation pour que les migrants soient intégrés ici chez nous. (...) Il faut une grande sensibilisation, des formations professionnelles répondant au besoin de la communauté* » (Entretien Mairie, Kayes)
- **Les messages sur les conséquences de la migration sur la vie communautaire et les dangers associés à la migration irrégulière** : « *Les jeunes doivent savoir que c'est une perte considérable des revenus (forte diminution de la productivité agricole par manque de travailleurs), une diminution de la population (baisse de la natalité au niveau local), retard dans le développement et la fuite des cerveaux. Les informations sur les exigences des pays d'accueils sont fréquemment véhiculées par les migrants ainsi que les conditions de vie* » (Fiche observation Kita).

*RadioMarché*, un service d'information sur les chaînes de valeur, les prix, l'offre et la demande déployé avec succès par SahelEco (W4RA) dans la région de Tominian au Mali

Il n'est pas toujours utile de réinventer la roue pour changer les choses dans des contextes aussi compliqués que le Sahel. En développant un partenariat de bon sens avec l'Université d'Amsterdam, des experts ITC et des ONG de terrain, l'organisation à but non lucratif Sahel Eco a développé une série d'applications et de services mobiles d'information sur les marchés dans une région particulièrement privée d'accès à l'information — la région de Tominian. Des initiatives similaires pourraient facilement être développées par l'OIM dans le champ économique, social, culturel, sociétal, etc. comme l'ont montré Sahel Eco et ses partenaires en répliquant l'initiative avec un succès identique pour des applications avec des enjeux plus sociaux.

« *Le projet EFV-RadioMarché a impliqué 19 petits villages ruraux dans la région de Tominian, dans le sud-est du Mali, avec le soutien de quatre radios communautaires locales, afin de créer un système d'information sur le marché (SIM) pour les produits forestiers non ligneux. Ce système a été consacré à la promotion des ressources forestières, comme les amandes de karité, le beurre de karité, le miel, les fruits sauvages et les noix. Le SIM original distribuait des renseignements sur les prix et les offres par l'intermédiaire de la radio communautaire, afin de les diffuser en communiqué sur la radio.*

En plus de RadioMarché, d'autres applications emploient une approche similaire : 1) Tabale ("tambour du roi" en bambara, utilisé par Sahel Eco pour organiser une réunion en économisant du temps et du travail et convier les membres d'une communauté à une discussion de groupes, à une activité culturelle ou sociale, etc.) ; 2) Foroba Blon ("forum où la parole



## RECOMMANDATIONS SPÉCIFIQUES POUR LES COMMUNAUTÉS INTERROGÉES

Le tableau suivant fournit un résumé des profils communautaires et des interventions prioritaires présentés dans le rapport cartographique de l'étude. Les profils détaillant les principales forces et faiblesses des communautés interrogées sont fournis à la suite de ce tableau récapitulatif.

<i>Communauté</i>	<i>Défis économiques</i>	<i>Défis sociaux et psychosociaux</i>	<i>Interventions prioritaires</i>
<b>BAFOULABE</b>	<p>La fragilité des infrastructures de transport (et notamment l'absence de pont) contribue à l'enclavement de cette communauté.</p> <p>Les rendements agricoles et piscicoles sont en décroissance et il y a peu d'emplois pour les jeunes malgré un fort potentiel agricole : l'irrigation par les fleuves pourrait favoriser le maraichage et l'agriculture intensive.</p>	<p>Forte cohésion sociale, mais stigmatisation de la migration en cas d'échec.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer les <b>chaines de valeur de l'élevage</b> et du maraichage.</li> <li>• Renforcer les <b>infrastructures</b> routières et hydrauliques pour assurer le développement du secteur agricole ainsi que les initiatives entrepreneuriales œuvrant au développement de ces infrastructures</li> <li>• Accompagner les jeunes par un <b>soutien technique et financier</b> dans la formation</li> <li>• Renforcer la coopération entre ONG et autorités locales avec les acteurs privés du domaine de l'industrie</li> <li>• Favoriser le recrutement de la population locale en donnant des formations et en assurant le dialogue entre la population et les usines pour mieux comprendre leurs besoins</li> <li>• Sensibiliser aux dangers de la migration irrégulière, aux opportunités socio-économiques locales et aux défis de la réintégration</li> <li>• Formaliser les réseaux associatifs et informer les acteurs principaux des dangers de la migration irrégulière et des opportunités socio-économiques locales</li> </ul>
<b>BAMAKO</b>	<p>Manque de soutien technique et financier pour les entrepreneurs de la commune IV</p>	<p>Fragilité des infrastructures (problèmes d'accès à l'eau potable, assainissement)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Favoriser <b>l'entrepreneuriat social</b> pour améliorer les infrastructures : Identifier les besoins prioritaires en termes d'infrastructures et renforcer les initiatives entrepreneuriales permettant d'y répondre.</li> <li>• Renforcer la coopération avec les acteurs du secteur privé             <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer les partenariats avec le privé, sur le modèle du GRDR, autrement dit, accompagner les jeunes dans la recherche d'emploi et proposer à l'entreprise de compléter le salaire et la formation du migrant de retour</li> </ul> </li> </ul>

<i>Communauté</i>	<i>Défis économiques</i>	<i>Défis sociaux et psychosociaux</i>	<i>Interventions prioritaires</i>
			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rencontres entre les acteurs du privé, l'OIM et les migrants de retour : organiser une rencontre avec le CNPM (Conseil National du Patronat Malien) par le biais de l'ANPE, et d'autres acteurs du privé</li> <li>- Plusieurs secteurs sont en voie d'expansion : restauration, artisanat et transports.</li> </ul>
KATI	<p>Manque de techniques de transformation et de conservation des produits agricoles.</p> <p>Insécurité alimentaire croissante.</p>	<p>Fragilité des infrastructures.</p> <p>Assainissement de la ville</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Soutenir la modernisation du secteur agricole</b> pour une meilleure productivité, une meilleure commercialisation des produits et assurer la sécurité alimentaire de la commune</li> <li>• <b>Renforcer les prestations de services</b> qui contribuent à la valeur ajoutée et aux processus des chaînes de valeur des produits agricoles</li> <li>• <b>Développer l'agroforesterie</b> (chaînes de valeur de l'anacardier, du moringa et du karité)</li> <li>• <b>Renforcer la coopération</b> entre ONG et autorités locales avec les acteurs privés du domaine de l'industrie</li> </ul>
KAYES	<p>Déclin économique. Manque de main-d'œuvre dans le secteur agricole en raison des départs.</p> <p>Les entreprises minières recrutent principalement des personnes extérieures à la communauté.</p>	<p>La migration est perçue comme le seul moyen d'accéder aux richesses et au prestige social.</p> <p>L'état des infrastructures routières nuit au commerce transfrontalier.</p> <p>Risques environnementaux liés à l'orpaillage.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Développement de la chaîne de valeur de l'élevage</b> (notamment du bétail)</li> <li>• <b>Soutien aux microentreprises</b></li> <li>• Renforcer les partenariats avec les associations de la diaspora dans les pays d'accueil pour obtenir leur soutien technique et financier</li> <li>• Renforcer les initiatives de co-développement entre la commune de Kayes, et les communes d'accueil à l'étranger, favorable au développement des infrastructures de la communauté</li> <li>• <b>Renforcer la coopération</b> entre ONG et autorités locales avec les acteurs privés du domaine de l'industrie (notamment les entreprises minières)</li> <li>• <b>Sensibiliser</b> aux dangers de la migration irrégulière et les opportunités socio-économiques locales</li> </ul>
SIKASSO	<p>Manque de moyens de conservation et de techniques de transformation</p>	<p>L'état de routes et les usages locaux peuvent nuire au développement du commerce.</p> <p>Forte migration vers la Côte d'Ivoire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Développer les chaînes de valeur inclusives</b> pour renforcer les groupements agricoles en se concentrant en premier lieu sur la chaîne de valeur du <b>riz</b></li> <li>• <b>Soutenir le commerce</b> en améliorant l'état des routes; le soutien aux petits commerces (octroi de financements et équipements pour assurer leur pérennité); la prise en compte des traditions locales, dans le cas du</li> </ul>

<i>Communauté</i>	<i>Défis économiques</i>	<i>Défis sociaux et psychosociaux</i>	<i>Interventions prioritaires</i>
	Agriculture soumise aux aléas climatiques		commerce (privilégier le renforcement des marchés locaux à la construction de nouvelles « supérettes ») <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Sensibiliser</b> les jeunes aux opportunités socio-économiques locales</li> </ul>
KIRANE — YELIMANE	Fragilité des infrastructures nuit à l'accès aux services de base et aux activités économiques de la localité Enclavement Conditions climatiques difficiles, avec une faible pluviométrie et des températures très élevées	La migration est perçue comme seul moyen pour accéder aux richesses et au prestige social.  L'influence de la diaspora fragilise parfois la légitimité des autorités locales, et pousse les populations à s'opposer à elles  Accès très limité à au réseau électrique national	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Développer les chaînes de valeur liées à l'élevage et</b> moderniser les techniques de production et de transformation de la <b>volaille</b></li> <li>• Développer les secteurs économiques contribuant à l'autonomisation des <b>femmes</b>, comme le maraîchage ou le jardinage</li> <li>• <b>Sensibiliser</b> aux dangers de la migration irrégulière et les opportunités socio-économiques locales</li> <li>• <b>Renforcer le dialogue communautaire</b> entre la diaspora, la population et les autorités locales</li> <li>• <b>Favoriser l'entrepreneuriat social pour améliorer les infrastructures</b></li> <li>• <b>Favoriser le commerce</b> en améliorant le transport des marchandises</li> <li>• <b>Collaborer avec la diaspora</b> : réaliser les projets de construction routières par le biais de Miranguemou et du jumelage Yelimané-Montreuil, qui soutient les initiatives de co-développement</li> </ul>
KITA	Taux de chômage élevé, et déclin économique ses dernières années.  Commerce et artisanat peu développé.  Fragilité des infrastructures.	L'état des infrastructures ne garantit pas l'accès aux services de base à la population, et nuit aux activités économiques de la région.  La migration est perçue comme seul moyen pour accéder au prestige social	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Développer les chaînes de valeur suivantes</b> : Céréales, coton, arachides, élevage, agroforesterie</li> <li>• <b>Favoriser l'entrepreneuriat social</b> pour améliorer les infrastructures</li> <li>• Soutenir les <b>microentreprises</b></li> <li>• <b>Sensibiliser</b> aux dangers de la migration illégale et les opportunités socio-économiques locales</li> </ul>

# Bafoulabé

Cercle de Bafoulabé  
Région de Kayes

Population:  
19,995 (census  
de 2009)

Type:  
Commune  
rurale

Langues principales:  
Bambara, Français,  
Malinké



Les fleuves Bakoye et Bafing se rejoignent à Bafoulabé pour former le fleuve Sénégal. Bien qu'il existe un ferry, la ville reste enclavée, en particulier à cause de l'état des routes et de l'absence de ponts. La pêche et l'agriculture, enrichies par les eaux des fleuves, ont constitué les ferments de l'économie locale, mais la construction du barrage Manatali dans les années 1980, conjuguée à un manque d'aménagement du lit et des berges du fleuve depuis, a contribué à la diminution des stocks de poissons, et plus récemment, les pluies irrégulières et incertaines ont eu un impact négatif sur les rendements agricoles.

## CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTE

### Un potentiel agricole inexploité

Selon les autorités, l'irrigation grâce aux fleuves Bakoye et Bafing pourrait favoriser le maraîchage et augmenter les rendements agricoles ; cependant les jeunes ne sont pas intéressés par l'activité agricole.

« Les jeunes ne veulent plus travailler la terre car le travail physique ne les intéresse pas et ils ne sont intéressés que par la bureaucratie. S'il faut les aider c'est dans les domaines de l'enseignement et dans l'administration ». Unicef, Bafoulabé

### Perception de la migration comme une réussite et un passage obligé

Bafoulabé a une forte tradition migratoire, et beaucoup de jeunes ont quitté la communauté, encouragés par leurs parents. Les migrants qui ont vu leur projet réussir sont respectés – ils investissent dans la communauté (par exemple, à travers la construction de deux écoles, et d'autres infrastructures) et inspirent des nouveaux départs. Mais ceux qui reviennent sans avoir accumulé de richesses ou n'essaient pas de migrer sont perçus comme des "ratés ou des fainéants" (Membre de la Communauté, Fiche d'Observation)

«La malédiction de Bafoulabé c'est que la seule chance de réussir pour un natif de Bafoulabé c'est de partir ailleurs et revenir s'installer» Bafoulabé, Fiche d'observation, Membre de la communauté

### Impact du changement climatique

Un investissement de long-terme dans l'amélioration des techniques d'élevage par plusieurs acteurs externes avait commencé à produire des effets positifs, parallèlement à l'introduction de nouvelles cultures, telles que l'arachide, mais une faible pluviométrie ces cinq dernières années a considérablement affecté ces secteurs. Les agriculteurs du secteur de l'arachide ont perdu de l'argent, les pâturages sont devenus insuffisants, et les puits ont commencé à s'assécher, ce qui a également influé sur la disponibilité de l'eau potable.

« A partir de 2013, le niveau de l'agriculture a commencé à être mauvais. La pluviométrie a commencé à baisser et le matériel agricole aussi a commencé à se faire rare. Les intrants agricoles également ont beaucoup diminué jusqu'à insuffisance. » (Groupe de discussion)

## PROFIL SOCIO ECONOMIQUE

% de sondés avec  
UN EMPLOI REMUNERE ou  
UNE ACTIVITE GENERATRICE DE  
REVENU

Moyenne de  
l'échantillon :  
**40%** 48%

#### DOMAINES D'ACTIVITE DES SONDES :

1. Petit commerce (25%)
2. Agriculture (14%)
3. Construction (11%)

#### SATISFACTION POUR L'ACCES AUX SERVICES

	Bafoulabé	Moyenne de l'échantillon
Education	+9	32%
Papiers d'identité	+8	28%
Logement	-10	59%
Accès aux soins	+3	39%
Eau potable	-11	46%
Justice et Police	+54	28%

% des sondés  
EN RECHERCHE D'EMPLOI

Moyenne de  
l'échantillon :  
**19%** 19%

% de sondés qui sont  
INTERESSES A MONTER LEUR  
PROPRE ENTREPRISE

Moyenne de  
l'échantillon :  
**81%** 83%

#### RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR MONTE UN BUSINESS:

1. Manque de capital
2. Manque de qualifications

% de sondés qui  
PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT

Moyenne de  
l'échantillon :  
**55%** 53%

% de sondés qui ont  
ATTEINT LE LYCEE OU  
PLUS

Moyenne de  
l'échantillon :  
**55%** 33%

% de sondés qui ont  
ONT SOUFFERT D'UNE  
MALADIE OU ACCIDENT  
L'ANNEE DERNIERE

Moyenne de  
l'échantillon  
**68%** 47%

% de sondés qui ont  
DU REDUIRE LEUR CONSOMMATION DE  
NOURRITURE A CAUSE D'UN MANQUE DE  
MOYENS

Moyenne de  
l'échantillon :  
**41%** 26%

% de sondés qui ont  
QUITTE L'ECOLE AVANT  
LA FIN

Moyenne de  
l'échantillon :  
**44%** 52%

% de sondés  
QUI ONT UN GROUPE  
D'AMIS

Moyenne de  
l'échantillon :  
**82%** 80%

% de sondés qui  
ONT UN RESEAU SUR  
LEQUEL S'APPUYER

Moyenne de  
l'échantillon :  
**33%** 40%

% de sondés qui  
VEULENT ACCEDER A  
DES SERVICES  
PSYCHOLOGIQUES

Moyenne de  
l'échantillon :  
**85%** 47%

# PROFIL MIGRATOIRE

% de sondés  
NES DANS UNE AUTRE  
COMMUNAUTÉ

**37%** Moyenne de l'échantillon : **40%**

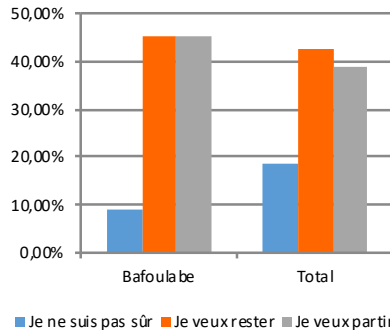
% de sondés  
QUI RECOIVENT DES  
TRANSFERTS DE FONDS  
DE L'ETRANGER

**33%** Moyenne de l'échantillon : **21%**

% de sondés qui ont  
DE LA FAMILLE OU  
DES AMIS A

**90%** Moyenne de l'échantillon : **81%**

## DESIR DE PARTIR



## RAISONS PRINCIPALES D'ETRE PARTI

1. Raisons économiques
2. Changement climatique
3. Conflits

« Beaucoup de départs sont encouragés par les parents qui vantent les mérites de leurs enfants partis en Europe qui leur envoient de l'argent. La migration est un phénomène culturel à Bafoulabé et suscite la jalousie chez les voisins. La perception est mauvaise et négative car la migration occasionne beaucoup de pertes en vies humaines dans le désert et les mers. Il y a aussi la vente d'organe et le trafic d'êtres humains qui est un phénomène nouveau dans la migration. Tout ceci caractérise le dépeuplement de Bafoulabé. Il faut aussi ajouter que certains migrants de retour reviennent fous et que d'autres s'enrôlent dans le terrorisme. Les migrations provoquent aussi des divorces et une diminution de la production dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage. Mais le bon côté de la migration, c'est que ceux qui réussissent et reviennent réalisent des maisons dans la localité, investissent dans le commerce, l'élevage et l'entrepreneuriat, prennent en charge leur famille, investissent dans les infrastructures et services sociaux de base et créent des emplois. »  
(Groupe de discussion)

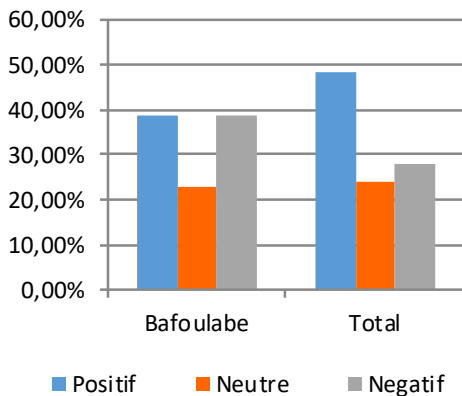
# REINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITES

## DIMENSION ECONOMIQUE

% de  
MIGRANTS DE  
RETOUR

**22%** Moyenne de l'échantillon : **29%**

Perception des migrants de retour dans la communauté



% de sondés qui ont  
ACCES A DES  
SERVICES  
PSYCHOSOCIAUX

**36%** Moyenne de l'échantillon : **56%**

% de sondés qui  
SE SENTENT  
DISCRIMINES

**22%** Moyenne de l'échantillon : **16%**

### OPPORTUNITES:

- Présence d'usines (Stone, Gangotery, Karanga)
- Opportunités d'emploi dans le secteur agricole / manque de main d'œuvre lié aux départs
- Présence de ressources naturelles: fleuve (pêche), les forêts (bois, jujube, pain de singe, miel), et or (orpaillage)

### CONTRAINTES:

- L'enclavement – Manque d'infrastructures et manque de connexions aux marchés régionaux
- Le manque de pluie impact négativement l'agriculture et l'élevage
- La déforestation et la surexploitation des ressources forestières (essentiellement dues à l'exploitation de la gomme arabique et l'orpaillage)
- Réduction de la quantité de poissons dans les fleuves

## DIMENSION SOCIALE

### OPPORTUNITES:

- Présence de plusieurs acteurs engagés dans des activités pour les jeunes, les femmes et les migrants
- Les migrants sont généralement perçus positivement

### CONTRAINTES:

- Stigmatisation de l'"échec migratoire"
- Les usines sont perçues comme recrutant principalement de l'extérieur de la communauté

## DIMENSION PSYCHOSOCIALE

### OPPORTUNITES:

- Présence de plusieurs centres de santé

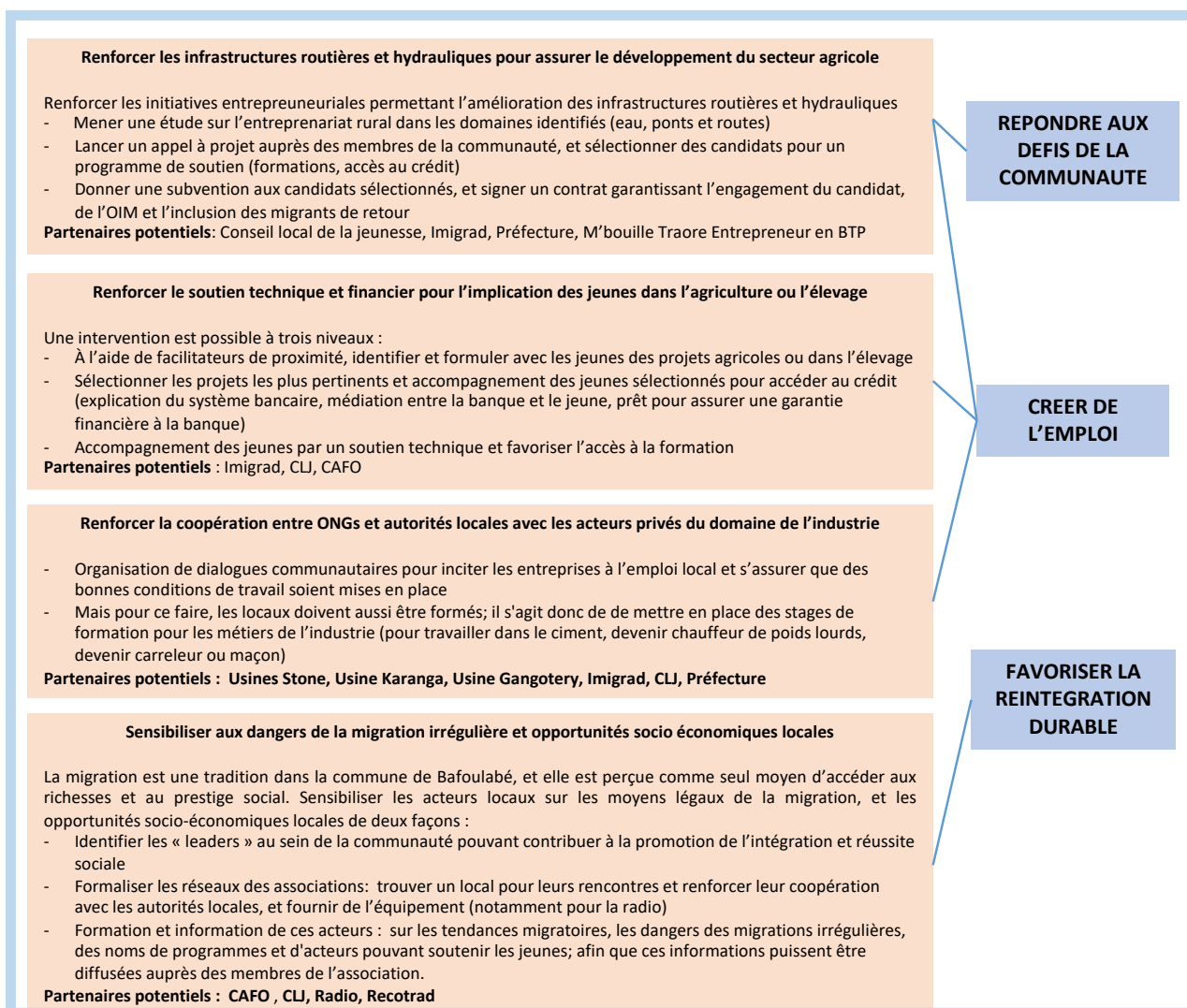
### CONTRAINTES:

- Manque d'acteurs psychosociaux spécialisés

# CARTOGRAPHIE DES ACTEURS A BAFOULABE

Acteurs	Faiblesses/Forces	Eco	Soc	Psycho.	C4D
Croix Rouge	ONG qui assure l'assistance et l'accompagnement psychosocial, coopère avec des jeunes dans le cadre du volontariat et organise de débats et de sensibilisations avec la diaspora.		X	X	X
IMIGRAD	ONG qui œuvre essentiellement à l'identification, à la sensibilisation des migrants et à leur insertion socio-professionnelle, en offrant des formations. Aide également les migrants à se regrouper en associations.	X	X		X
UNICEF	CAP (centre d'animation pédagogique), en partenariat avec l'UNICEF, a un mandat technique : l'encadrement des enseignants et le suivi des évaluations et des examens professionnels.		X	X	X
CAFO	Présente depuis 1997, cette association de femmes participe à la sensibilisation des populations dans le domaine de la santé de la reproduction, et de la lutte contre la pratique de l'excision. Les femmes sont aussi regroupées pour leur permettre de bénéficier de micro-crédits et des conférences-débats sont organisées avec les femmes sur des thèmes de l'actualité.	X	X	X	X
Radio	Radio qui existe depuis 2006, et œuvre à la sensibilisation et à l'information dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de l'élevage, et de la pêche. Elle possède une expérience dans la sensibilisation sur les questions migratoires, avec l'ONG IMIGRAD.				X
Conseil Local de la Jeunesse	Organisation locale de la jeunesse qui appuie le développement de la communauté par des activités d'assainissement, de reboisement, de dons de fournitures scolaires, d'appui à la sécurité. Ils disposent d'une bonne connaissance et d'une coopération effective avec les acteurs locaux (mairie, APEJ), et possèdent une expérience dans la sensibilisation		X	X	X
RECOTRAD	Réseau de grillots qui joue un rôle de facilitateur et d'informateur communautaire et participe à la cohésion sociale. Ils sont présents aux différentes réunions de développement et sont très influents auprès des familles et des parents de migrants.				X

## RECOMMANDATIONS



# Bamako, Commune IV

Cercle de Bamako  
Région de Bamako

Population:  
Bamako: 1.8  
million (census  
de 2009)

Type:  
Commune  
urbaine

Langues principales:  
Bambara, Français



Commune IV de Bamako est une large commune urbaine d'environ 300.000 habitants située non loin du centre de la capitale. L'économie locale est dynamique, et plusieurs secteurs sont en voie d'expansion, en particulier la restauration, l'artisanat et les transports. Les services publics sont aussi en train de s'améliorer, avec un nombre plus important de rues bitumées, de centres de santé, et d'écoles, mais la qualité de ces services reste problématique : l'accès à la santé est cher, et les enseignants manquent de compétences. Alors qu'il y a une bonne cohésion sociale (en dehors des périodes électorales), le chômage des jeunes est perçu comme une source de la délinquance juvénile et de la migration.



## CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTE

### Impact de la migration sur le développement économique

Le nombre de jeunes qui décident de migrer ne cesse d'augmenter pour des raisons économiques, et pour améliorer leurs conditions de vie et celles de leurs parents. La Commune IV est fortement connectée aux réseaux sociaux et médias, et plusieurs campagnes sur la migration ont eu lieu pour tenter de dissuader des jeunes de migrer.

« La plupart des gens qui vont en migration sont des jeunes ... Ceux qui réussissent parviennent à aider leurs parents à construire des maisons et aident leurs frères à partir en migration. »  
Membre de la communauté, Groupe de discussion

### La fragilité des infrastructures

Malgré plusieurs initiatives du gouvernement, l'état des infrastructures reste fragile. Dans le domaine de la santé, la rénovation du centre de santé Lafiabougou et la construction de la clinique périnatale Mohamed VI financée par le Roi Mohamed VI du Maroc, ont amélioré l'accès aux soins. Mais ces structures manquent de ressources humaines, et les domaines de l'assainissement et de l'éducation ont encore de nombreux défis à relever.

« En ce qui concerne les écoles, la qualité des infrastructures n'a pas évolué de 2008 à 2018. On assiste à la dégradation des infrastructures des écoles et la qualité de l'enseignement dispensé est très mauvaise. Le niveau continue toujours de chuter dû au fait qu'on recrute les enseignants de n'importe quelle manière, et il y a aussi une prolifération des écoles privées qui ne remplissent pas les conditions idoines pour accueillir les élèves. Le comportement décourageant de certains parents d'élève qui ne s'intéressent pas à l'éducation de leurs enfants peut aussi être défavorable à l'éducation de l'enfant. » Membre de la communauté, Groupe de discussion

Problèmes d'accès à l'eau dans Sebenicoro, Lafiabougou Koulouda, Bougoudani, Taliko et Lassa:  
« Les femmes attendent l'eau des robinets jusqu'à des heures avancées dans la nuit. » Membre de la communauté, Groupe de discussion

## PROFIL SOCIO ECONOMIQUE

% des sondés avec

**UN EMPLOI REMUNERE ou  
UNE ACTIVITE GENERATRICE DE  
REVENU**

**60%** Moyenne de l'échantillon : **48%**

DOMAINES D'ACTIVITE DES SONDES :

1. Petit commerce (14%)
2. Import/export (9%)
3. Mécanique (11%)
4. Restauration (11%)

SATISFACTION POUR L'ACCES AUX SERVICES

	Bamako	Moyenne de l'échantillon
Education	-7	32%
Papiers d'identité	+4	28%
Logement	-22	59%
Accès aux soins	-12	39%
Eau potable	-4	46%
Justice et Police	-9	28%

% des sondés  
**EN RECHERCHE D'EMPLOI**

**11%** Moyenne de l'échantillon : **19%**

% de sondés qui sont  
**INTERESSES A MONTER LEUR  
PROPRE ENTREPRISE**

**85%** Moyenne de l'échantillon : **83%**

RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR  
MONTE UNE ENTREPRISE:

1. Manque de capital
2. Manque de connections

% de sondés qui  
**PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT**

**46%** Moyenne de l'échantillon : **53%**

% de sondés qui ont  
**ATTEINT LE LYCEE OU PLUS:**

**45%** Moyenne de l'échantillon : **33%**

% de sondés qui ont  
**ONT SOUFFERT D'UNE  
MALADIE OU ACCIDENT  
L'ANNEE DERNIERE**

**68%** Moyenne de l'échantillon : **47%**

% de sondés qui ont  
**DU REDUIRE LEUR CONSOMMATION DE  
NOURRITURE A CAUSE D'UN MANQUE DE  
MOYENS**

**5%** Moyenne de l'échantillon : **26%**

% de sondés qui ont  
**QUITTE L'ECOLE AVANT  
LA FIN**

**51%** Moyenne de l'échantillon : **52%**

% de sondés  
**QUI ONT UN GROUPE  
D'AMIS**

**79%** Moyenne de l'échantillon : **80%**

% de sondés qui  
**ONT UN RESEAU SUR  
LEQUEL S'APPUYER**

**50%** Moyenne de l'échantillon : **40%**

% de sondés qui  
**VEULENT ACCEDER A  
DES SERVICES  
PSYCHOLOGIQUES**

**33%** Moyenne de l'échantillon : **47%**

## PROFIL MIGRATOIRE

% de sondés  
NES DANS UNE AUTRE  
COMMUNAUTE

**32%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**40%**

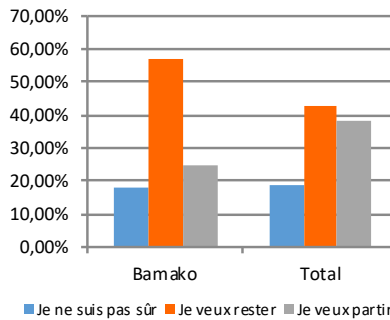
% de sondés  
QUI RECOIVENT DES  
TRANSFERTS DE FONDS  
DE L'ETRANGER

**22%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**21%**

% de sondés qui ont  
DE LA FAMILLE OU  
DES AMIS A  
L'ETRANGER

**80%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**81%**

### DESIR DE PARTIR



### RAISONS PRINCIPALES D'ETRE PARTI

1. Familiales
2. Economiques
3. Né(e) à l'étranger

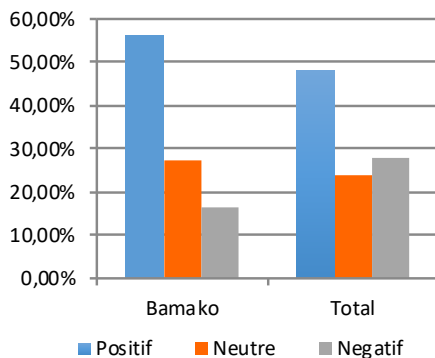
« Les principales causes de leur départ sont la pauvreté et le chômage. La plupart de ces gens vont à la recherche d'une vie meilleure. Il n'y a qu'une minorité qui part pour l'amour de l'occident. L'impact économique positif est qu'ils prennent leur famille en charge, construisent de belles maisons et financent des projets pour leurs parents. L'impact négatif est la perte de vie, l'esclavage, le viol, le manque de bras valide, le divorce des femmes en attente de leur mari. »  
Membre de la communauté, Groupe de discussion

## REINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITES

% de  
MIGRANTS DE  
RETOUR

**29%** Moyenne de  
l'échantillon:  
**29%**

### Perception des migrants de retour dans la communauté



% de sondés qui ont  
ACCES A DES  
SERVICES  
PSYCHOSOCIAUX

**74%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**56%**

% de sondés qui  
SE SENTENT  
DISCRIMINES

**4%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**16%**

### DIMENSION ECONOMIQUE

#### OPPORTUNITES:

- Vie économique dynamique et en expansion, avec de nouveaux secteurs en voie de développement
- Opportunités dans les secteurs de la restauration, l'artisanat et le transport.

#### CONTRAINTES:

- Manque de soutien technique et financier pour les entrepreneurs dans la Commune IV

### DIMENSION SOCIALE

#### OPPORTUNITES:

- Habitants bien connectés aux médias traditionnels et sociaux
- Bon niveau d'entraide intra-communautaire
- Exemples de bonnes pratiques avec projets testés (ex : Ass. des jeunes leaders)

#### CONTRAINTES:

- Problèmes d'accès à l'eau et d'assainissement dans plusieurs zones
- Mauvaise qualité de l'éducation et des services de santé
- Problèmes de délinquance et de violence juvénile
- Tensions sociales pendant les périodes électorales.

### DIMENSION PSYCHOSOCIALE

#### OPPORTUNITES:

- Présence d'acteurs de la santé

#### CONTRAINTES:

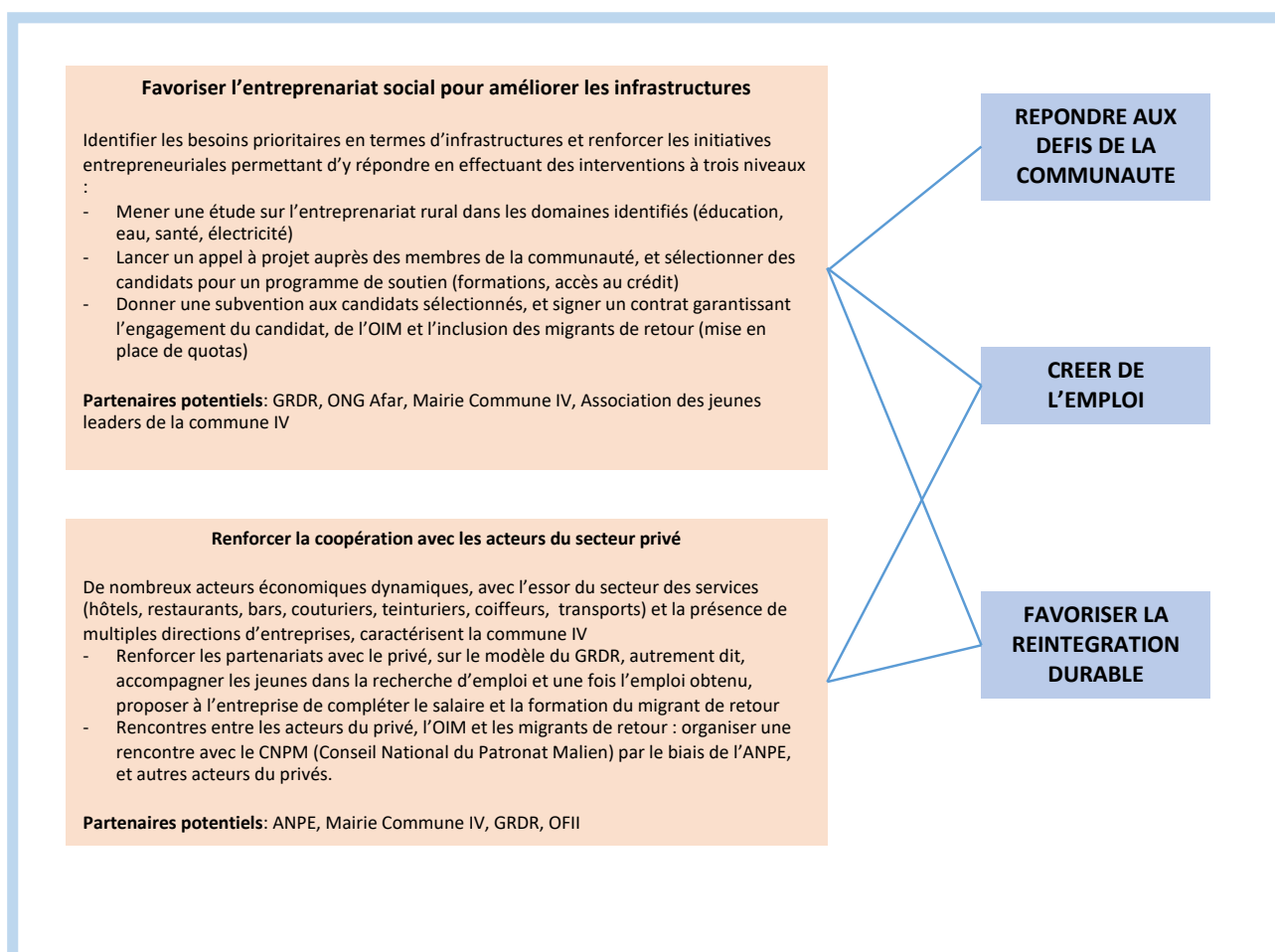
- Manque d'acteurs spécialisés au sein de la Commune IV, dans les troubles et besoins spécifiques des migrants de retour



# CARTOGRAPHIE DES ACTEURS A BAMAKO

Acteurs	Faiblesses/Forces	Eco	Soc	Psycho.	C4D
ADECEB	ONG spécialisée dans le développement rural et communautaire, fondée sur le principe d'union, d'entraide mutuelle et d'insertion sociale. Elle se veut un instrument d'auto-développement et place ses actions dans le programme général du développement économique et social du Mali. L'assainissement est un des axes privilégiés de leurs interventions.	X	X		
ENDA	Cette association intervient pour les enfants des migrants de retour, à travers une offre de formation et un placement professionnel.	X	X		
Association des jeunes leaders de la commune IV	C'est une association de jeunes qui tente de contribuer au développement la commune et intervient dans la lutte contre le paludisme, et dans les travaux d'assainissement (construction de caniveaux aux abords de l'hôpital)	X	X		X
Human HELP	Cette organisation a pour mission la gestion des migrations, à travers la régulation, la régularisation, le contrôle, la documentation, la formation, la protection et la défense des droits de l'homme, l'information, l'appui et la réinsertion des migrants de retour.	X	X	X	X
ONG Action pour la formation et l'autopromotion rurale (AFAR)	Le domaine de compétence de AFAR est la formation des populations à l'autogestion des investissements communautaires dans la lutte contre la faim et la pauvreté. Cette compétence repose sur la valorisation des acquis de plusieurs années d'expertise en matière d'irrigation sur le fleuve Niger; de gestion de l'environnement, et de mise en œuvre de méthodes originales.		X	X	X
GRDR – OFII	OFII : office français de l'immigration et l'intégration GRDR: Groupe de recherche et de réalisation pour le développement rural dans le Tiers-Monde. Cette ONG s'engage pour promotion sociale, culturelle et économique des migrants subsahariens Avec l'OFII, ils favorisent l'insertion des migrants de retour revenus de France, à travers les partenariats du GRDR avec différentes entreprises (Total, BCI, Care, Iriba service). Grâce aux financements de l'OFII, une préparation et un accompagnement sont proposés aux jeunes pour les entretiens et pour la négociation du salaire avec l'entreprise (propose des formations complémentaires, prise en charge d'une partie du salaire pendant un an).	X	X		X

## RECOMMANDATIONS



# Kati

Cercle de Kati  
Région de Koulikoro

Population:  
114,983  
(census de  
2009)

Type:  
Commune  
urbaine

Langues principales:  
Bambara, Français



Située à seulement 15 kilomètres de Bamako, Kati est connectée à la capitale par les voies routières et ferroviaires. L'économie repose principalement sur l'agriculture, en particulier l'activité maraîchère, mais également d'autres secteurs comme l'administration avec la présence du camp militaire de Kati. La commune souffre ces dernières années d'un ralentissement économique, et a vu son taux de chômage augmenter. Depuis Janvier 1985, la commune de Kati est jumelée à la commune de Puteaux, qui lui a fait dons de médicaments, matériel chirurgical et informatique, fournitures de bureau, livres, jouets etc.



## CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTE

### Problèmes au niveau de l'assainissement

Malgré la présence des Groupements d'Intérêts Economiques (GIE), la ville fait face à des difficultés dans le domaine de l'assainissement : les caniveaux sont remplis d'ordure et les routes sont sablonneuses. Les autorités pensent que la population néglige les cotisations mensuelles, et la population accuse les autorités de ne pas être assez dynamiques dans le secteur.

« Pour l'assainissement nous avons un gros problème comme toutes les communes du Mali, les populations ne nous aident pas. Les GIE prennent les ordures de chez les populations et les emportent au dépôt transitoire, à notre tour on a la mission de prendre ces ordures du dépôt transitoire au dépôt final. Quand même on fait de notre mieux, mais pour que l'impact se sente il faut que la population paie ses taxes » Marie Kati

### Obstacles au secteur agricole

#### Manque de techniques de transformation et conservation pour la vente de produits

Certains produits, comme la pomme de terre, ont un prix qui varie en fonction des saisons (allant de 80 francs le kilo, à 600 francs). Ces produits sont en surplus à la fin de la saison, et doivent être conservés et transformés pour augmenter la rentabilité de la production agricole.

#### Insécurité alimentaire croissante

Les prix des produits alimentaires de base ont augmenté : le mil, le maïs, et le riz. Cela provoque la frustration de la population, qui voit que ces cultures sont produites localement mais sont d'abord exportées par l'Etat avant d'être accessibles à la population locale.

## PROFIL SOCIO ECONOMIQUE

% de sondés avec  
**UN EMPLOI REMUNERE ou  
UNE ACTIVITE GENERATRICE DE  
REVENU**  
**47%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**48%**

#### DOMAINES D'ACTIVITE DES SONDES :

1. Petit commerce (43%)
2. Import/export (13%)
3. Construction (8%)

#### SATISFACTION POUR L'ACCES AUX SERVICES

	Kati	Moyenne de l'échantillon
Education	+2	32%
Papiers d'identité	+5	28%
Logement	+20	59%
Accès aux soins	+28	39%
Eau potable	+1	46%
Justice et Police	-8	28%

% des sondés  
**EN RECHERCHE D'EMPLOI**  
**26%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**19%**

% de sondés qui sont  
**INTERESSES A MONTER LEUR  
PROPRE ENTREPRISE**  
**87%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**83%**

#### RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR MONTE UN BUSINESS:

1. Manque de capital
2. Manque de connections

% de sondés qui  
**PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT**  
**60%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**53%**

% de sondés qui ont  
**ATTEINT LE LYCEE OU  
PLUS**  
**35%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**33%**

% de sondés qui ont  
**ONT SOUFFERT D'UNE  
MALADIE OU ACCIDENT  
L'ANNEE DERNIERE**  
**44%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**47%**

% de sondés qui ont  
**DU REDUIRE LEUR CONSOMMATION DE  
NOURRITURE A CAUSE D'UN MANQUE DE  
MOYENS**  
**24%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**26%**

% de sondés qui ont  
**QUITTE L'ECOLE AVANT  
LA FIN**  
**41%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**52%**

% de sondés  
**QUI ONT UN GROUPE  
D'AMIS**  
**86%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**80%**

% de sondés qui  
**ONT UN RESEAU SUR  
LEQUEL S'APPUYER**  
**29%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**40%**

% de sondés qui  
**VEULENT ACCEDER A  
DES SERVICES  
PSYCHOLOGIQUES**  
**28%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**47%**

## PROFIL MIGRATOIRE

% de sondés  
NES DANS UNE AUTRE  
COMMUNAUTE

**43%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**40%**

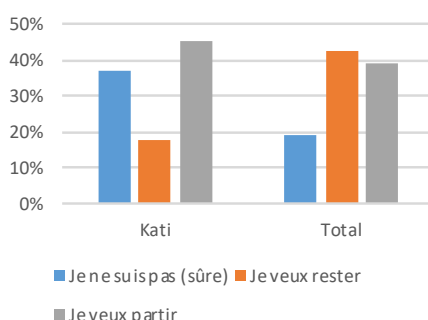
% de sondés  
QUI RECOIVENT DES  
TRANSFERTS DE FONDS  
DE L'ETRANGER

**10%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**21%**

% de sondés qui ont  
DE LA FAMILLE OU  
DES AMIS A  
L'ETRANGER

**70%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**81%**

### DESIR DE PARTIR



### RAISONS PRINCIPALES D'ETRE PARTI

1. Raisons familiales
2. Raisons économiques
3. Education

« La majeure partie des migrants y va par voie illégale. Ceux ayant les moyens y vont par voie légale. Leur impact est surtout négatif vu qu'ils n'offrent aucune opportunité à la communauté de travailler. Lorsqu'ils réussissent à gagner de l'argent, ils construisent tous des maisons pour eux-mêmes. Ils n'apportent aucunement à la population. » (Membre de la communauté, Groupe de discussion)

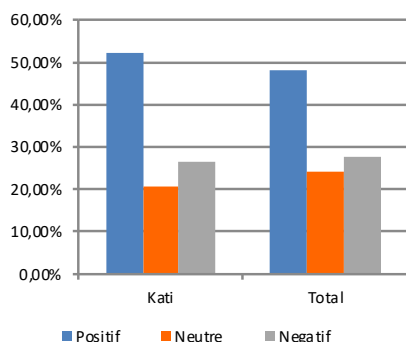
« Le profil des migrants varie de 18 à 35 ans, les migrants sont de toutes ethnies et selon nos informations une petite minorité de la population part à la migration. Et en général, la plus part reste là bas et ne revient qu'après des années. Le moyen le plus utilisé est la voie illégale car les populations n'ont pas assez de moyens pour emprunter la voie légale qui est très chère. » (Groupe de discussion)

## REINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITES

% de  
MIGRANTS DE  
RETOUR

**29%** Moyenne de  
l'échantillon:  
**29%**

Perception des migrants de retour dans la communauté



% de sondés qui ont  
ACCES A DES  
SERVICES  
PSYCHOSOCIAUX

**69%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**56%**

% de sondés qui  
SE SENTENT  
DISCRIMINES

**7%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**16%**

### DIMENSION ECONOMIQUE

#### OPPORTUNITES:

- Proximité de Bamako
- Présence de quelques usines industrielles : cimenterie Diamond, cimenterie CIMAF

#### CONTRAINTES:

- Taux de chômage élevé et un ralentissement économique pendant les cinq dernières années
- Mauvaise qualité de l'infrastructure
- Les entreprises locales recrutent principalement à Bamako et non à Kati

### DIMENSION SOCIALE

#### OPPORTUNITES:

- Bon niveau de cohésion sociale

#### CONTRAINTES:

- Manque de confiance dans le gouvernement de la part de la population qui pense que les autorités ne luttent pas contre l'augmentation des prix des produits alimentaires et le détournement des aides financières

### DIMENSION PSYCHOSOCIALE

#### OPPORTUNITES:

- La moitié de la population a accès aux soins psychosociaux

#### CONTRAINTES:

- Prix élevés des soins dans certains centres de santé, et le personnel donne priorité à ceux qui ont plus de moyens financiers

# CARTOGRAPHIE DES ACTEURS A KATI

Acteurs	Faiblesses/Forces	Eco.	Soc.	Psycho.	C4D
Association des Jeunes Engagés pour le Développement (AJED)	Association qui a débuté en 2012, et s'implique dans développement local à travers l'assainissement, la protection de l'environnement et la gestion de l'éducation. Capacités techniques grâce à diverses formations reçues en comptabilité, gestion de projet et communication. Manque de financement et de contact avec les autorités locales, et d'expérience dans le domaine de la migration mais forte capacité de mobilisation et connaissance de la localité.	X	X		X
World Vision	Organisation internationale humanitaire qui intervient dans les domaines suivants : développement, éducation, santé, sécurité alimentaire, eau, hygiène et assainissement. Expérience dans la gestion de projet communautaire, mais manque de connaissance technique sur la migration et la réintégration.	X	X		
Tagnè	ONG qui lutte contre la violence basée sur le genre, l'excision et le mariage des enfants. Intervient dans la région de Koulikouro depuis 1988. Domaines d'interventions s'adaptent également aux circonstances locales et après la crise de 2012 par exemple, l'organisation a travaillé avec les déplacés du Nord.		X		X
Association femmes et droits humains	Association des femmes qui milite pour la cause des droits humains et plus particulièrement celle des femmes. Travaille dans le renforcement des capacités des femmes dans le leadership, la prise de décision, la santé de la reproduction, et les violences basées sur le genre. Expérience dans la sensibilisation, mais manque de connaissances techniques sur la migration et la réintégration.		X		X
Micro-entreprises locales	Menuiserie métallique, Eau Minérale, Garage : micro entreprises dynamiques qui manquent de moyens financiers pour s'équiper, se former et continuer à se développer, mais représentent une opportunité socio-économique de réintégration des migrants	X	X		

## RECOMMANDATIONS

### Soutien aux micro-entreprises

Travailler avec les micro-entreprise locales axées sur les besoins de la population et pourvoyeuses d'emplois

- Identifier les micro-entrepreneurs en demande d'accompagnement (ouverture d'un espace d'accueil, prise de contact avec les services et institutions, réalisation d'enquêtes)
  - Identification des besoins d'appui (formalisation des idées de projets ou de développement de d'entreprises, appui à la recherche de financement, renforcement des capacités techniques)
  - Etablir un plan d'accompagnement par le micro-entrepreneur et l'accompagnateur
- Exemple de bonne pratique: l'ONG du GRDR a développé un guide pratique d'accompagnement des micro-entreprises

**Partenaires potentiels:** micro entreprises (garage, eau minérale, menuiserie métallique)

### Renforcer le secteur agricole : faciliter commercialisation des produits pour dynamiser l'économie locale

- Renforcer le système de commercialisation de l'agriculture,
- Soutenir la modernisation du secteur agricole (engrais, mécanisation, protection et conservation des cultures, gestion de la qualité des produits) pour une meilleure productivité et assurer la sécurité alimentaire de la commune
  - Renforcement des prestations de services qui contribuent à la valeur ajoutée et aux processus des chaînes de valeur des produits agricoles (notamment l'agroforesterie), pour vendre des produits compétitifs sur le marché régional

**Partenaires potentiels:** Préfecture

### Renforcer la coopération entre ONGs et autorités locales avec les acteurs privés du domaine de l'industrie

**Partenaires potentiels :** Cimenterie CIMAF, Cimenterie Diamond

- Renforcer la coopération entre les ONGs et autorités locales avec les acteurs privés de l'industrie. Organisation de dialogues communautaires ou choix d'un représentant pour faire l'interface entre les populations et les entreprises, afin de mettre en place une politique d'incitation à l'emploi et de bonnes conditions de travail (horaires, rémunérations, sécurité)
- Formation des jeunes afin d'attirer les employeurs du secteur industriel - dans les domaines suivants: ciment, conduite de poids lourd, maçonnerie.

REpondre aux défis de la communauté

CREER DE L'EMPLOI

FAVORISER LA REINTEGRATION DURABLE

# Kayes

Cercle de Kayes  
Région du Kayes

Population:  
127,368  
(census de  
2009)

Type:  
Commune  
urbaine

Langues  
principales: Bambar,  
Français, Soninké



Kayes est une ville proche de la frontière du Sénégal et de la Mauritanie, jadis connue pour sa position charnière sur la ligne du chemin de fer Dakar-Niger. Sa position géographique en fait un lieu propice pour le commerce et l'importation de certains produits étrangers comme le riz, le lait en poudre ou le sucre qui transite par le Sénégal et la Mauritanie. La ville, chef lieu de la région qui porte son nom, est connue pour sa forte tradition migratoire. Selon des statistiques nationales deux ménages sur trois auraient un parent à l'étranger.



## CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTE

### Impact de la migration sur le développement économique

Peuplée majoritairement par l'ethnie Soninké, la ville de Kayes se caractérise par une forte tradition migratoire. Les migrants de retour sont actifs et se regroupent en association, et favorisent ainsi la réinsertion des autres migrants de retour, mais aussi les initiatives de développement pour la communauté.

Dans la région de Kayes, 90% des infrastructures sont l'œuvre des maliens de l'étranger, selon le GRDR.

### Secteur de l'élevage dynamique

L'élevage est un secteur porteur de l'économie, soutenu par diverses initiatives gouvernementales. Un abattoir frigorifique a été inauguré en 2014, avec une capacité journalière d'abattage de 150 bœufs et 560 moutons et chèvres. L'ANPE a également soutenu le développement de l'élevage dans la commune, en donnant des vaches destinées à la reproduction, ou la production de lait, ou la vente.

« L'élevage est un métier pourvoyeur d'emplois parce qu'il peut employer deux à trois personnes dans la ferme qui s'occupent de l'entretien des lieux et des animaux, ensuite nous avons des particuliers qui viennent prendre les produits (animaux et œufs) et les distribuent sur le marché auprès des grossistes qui à leur tour les donnent aux détaillants ». Membre de la communauté, FGD, Kayes

### Le commerce transfrontalier

Grace à sa localisation, Kayes est une zone de transit, de biens et de personnes. Les opportunités dans les secteurs de l'hôtellerie, du transport routier et portuaire ont vu une croissance importante. Il est habituel de combiner l'emploi dans des secteurs traditionnels avec du petit commerce lié au commerce transfrontalier.

## PROFIL SOCIO ECONOMIQUE

% des sondés avec  
**UN EMPLOI REMUNERE ou  
UNE ACTIVITE GENERATRICE DE  
REVENU**

**45%**

Moyenne de  
l'échantillon :  
**48%**

#### DOMAINES D'ACTIVITE DES SONDES:

1. Petit commerce (29%)
2. Import/export (11%)
3. Elevage (11%)

#### SATISFACTION POUR L'ACCES AUX SERVICES

	Kayes	Moyenne de l'échantillon
Education	+10	32%
Papiers d'identité	-4	28%
Logement	-1	59%
Accès aux soins	+14	39%
Eau potable	+30	46%
Justice et Police	-9	28%

% des sondés  
**EN RECHERCHE D'EMPLOI**

**18%**

Moyenne de  
l'échantillon :  
**19%**

% des sondés qui sont  
**INTERESSES A MONTER LEUR  
PROPRE ENTREPRISE**

**88%**

Moyenne de  
l'échantillon :  
**83%**

#### RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR MONTE UN BUSINESS:

1. Manque de capital
2. Manque de connections

% des sondés qui  
**PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT**

**58%**

Moyenne de  
l'échantillon :  
**53%**

% des sondés qui ont  
**ATTEINT LE LYCEE OU  
PLUS**

**28%**

Moyenne de  
l'échantillon :  
**33%**

% des sondés qui ont  
**ONT SOUFFERT D'UNE  
MALADIE OU ACCIDENT  
L'ANNEE DERNIERE**

**22%**

Moyenne de  
l'échantillon  
**47%**

% des sondés qui ont  
**DU REDUIRE LEUR CONSOMMATION DE  
NOURRITURE A CAUSE D'UN MANQUE DE  
MOYENS**

**44%**

Moyenne de  
l'échantillon :  
**26%**

% des sondés qui ont  
**QUITTE L'ECOLE AVANT  
LA FIN**

**46%**

Moyenne de  
l'échantillon :  
**52%**

% des sondés  
**QUI ONT UN GROUPE  
D'AMIS**

**76%**

Moyenne de  
l'échantillon :  
**80%**

% des sondés qui  
**ONT UN RESEAU SUR  
LEQUEL S'APPUYER**

**24%**

Moyenne de  
l'échantillon :  
**40%**

% des sondés qui  
**VEULENT ACCEDER A  
DES SERVICES  
PSYCHOLOGIQUES**

**60%**

Moyenne de  
l'échantillon :  
**47%**

# PROFIL MIGRATOIRE

% de sondés  
NES DANS UNE AUTRE  
COMMUNAUTE

**51%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**40%**

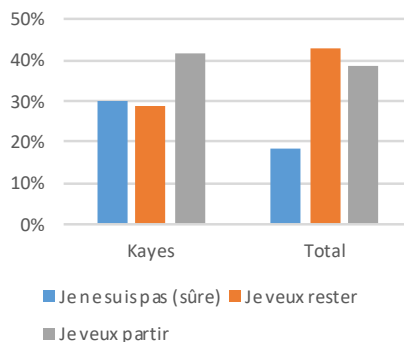
% de sondés  
QUI RECOIVENT DES  
TRANSFERTS DE FONDS  
DE L'ETRANGER

**13%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**21%**

% de sondés qui ont  
DE LA FAMILLE OU  
DES AMIS A  
L'ETRANGER

**80%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**81%**

## DESIR DE PARTIR



## RAISONS PRINCIPALES D'ETRE PARTI

1. Raisons économiques
2. Raisons familiales

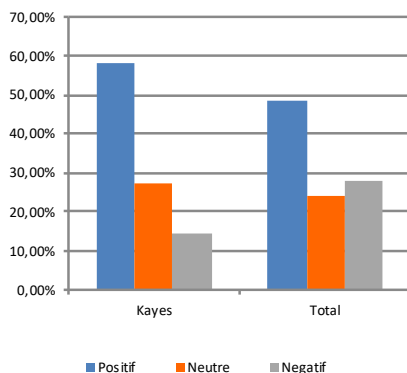
« Nous recevons des aides financières des migrants cela nous aide avoir un accès aux soins de santé aussi à certains produits de bases. Exemple on avait besoin d'un Centre de Santé dans notre village à Sabou Siré, ce sont les migrants qui ont contribué pour la réalisation de ce projet. Ceux là qui sont issus des différents villages de la région mais qui vivent en Europe contribuent beaucoup dans les mariages ou les décès chez eux. (Membre de la communauté, Groupe de discussion)

# REINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITES

% de  
MIGRANTS DE  
RETOUR

**34%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**29%**

## Perception des migrants de retour dans la communauté



% de sondés qui ont  
ACCES A DES  
SERVICES  
PSYCHOSOCIAUX

**82%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**56%**

% de sondés qui  
SE SENTENT  
DISCRIMINES

**17%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**16%**

## DIMENSION ECONOMIQUE

### OPPORTUNITES:

- Située sur la route principale entre le Mali, le Sénégal et la Mauritanie, la ville de Kayes a des opportunités pour l'importation et l'exportation (ex. l'hôtellerie, le transport).
- L'introduction de nouvelles techniques agricoles a eu un effet positif sur l'agriculture – ex. l'embouche bovine a facilité l'élevage local et il n'est donc plus nécessaire d'importer des bétails de l'intérieur du pays

### CONTRAINTES:

- Le prix de la nourriture a augmenté pendant les cinq dernières années, en raison d'une faible pluviométrie
- Manque de main d'œuvre pour l'agriculture lié aux départs et de la compétition avec des autres secteurs de l'économie

## DIMENSION SOCIALE

### OPPORTUNITES:

- La diaspora et les migrants de retour sont respectés et perçus comme contribuant de façon positive à la vie sociale et économique de la communauté

### CONTRAINTES:

- Perception négative de la migration lorsque l'expérience s'est conclue par un échec

## DIMENSION PSYCHOSOCIALE

### OPPORTUNITES:

- Présence d'association de migrants pouvant apporter un soutien psychosocial

### CONTRAINTES:

- Absence d'acteurs expérimentés en soutien psychosocial

# CARTOGRAPHIE DES ACTEURS A KAYES

Acteurs	Faiblesses/Forces	Eco.	Soc.	Psycho.	C4D
GRDR	Groupe de Recherches et de Réalisation pour le Développement Rural) Migration-Citoyenneté-Développement. Cellule du Grdr à Kayes a été créée en 1988 pour favoriser le développement local et la coopération décentralisée : soutien de projets économiques de migrants, amélioration du système de santé, accompagnement des acteurs locaux dans la connaissance de leur territoire.	X	X		
ENDA	ONG qui travaille avec les enfants, sur la prévention de la migration précoce et de l'extrémisme violent et le renforcement du processus d'inclusion des écoles coraniques au système éducatif de l'école		X		X
Action Plus	Organisation locale, qui œuvre dans le domaine de l'hygiène et l'assainissement, et tout ce qui est lié à l'enfant. Mène beaucoup d'activités décentralisées, pour écouter les besoins de la communauté. Donne des formations au niveau des élus, des jeunes et des femmes en renforcement de capacités et de leadership. Expérience dans la migration, à travers un projet mené avec l'Union Européenne	X	X		X
Association des migrants de retour à Kayes (AMRK)	Forte capacité de réintégration des migrants de retour en les insérant dans des activités comme le commerce, la menuiserie bois et métallique et aussi aide les migrants dans la réalisation des projets tels que la construction des bâtiments et autres infrastructures dans la région de Kayes. Création de plus de deux cents micro projets économiques qui ont généré à leur tour plusieurs emplois dans la région de Kayes	X	X	X	X
Micro-entreprises locales	Toumani métallique, Boulangerie Kayesienne, Natoumé réparation: micro entreprises dynamiques qui manque de moyens financiers pour s'équiper, se former et se développer.	X			

## RECOMMANDATIONS

### Soutien aux micro-entreprises

Travailler avec les micro-entreprises locales axées sur les besoins de la population et pourvoyeuses d'emplois

- Identifier les micro-entrepreneurs en demande d'accompagnement (ouverture d'un espace d'accueil, prise de contact avec les services et institutions, réalisation d'enquêtes)
  - Identification des besoins d'appui (formalisation des idées de projet ou de développement de l'entreprise, appui pour la recherche de financement, renforcement des capacités techniques)
  - Etablir un plan d'accompagnement par le micro-entrepreneur et l'accompagnateur
- Exemple de bonne pratique: guide pratique d'accompagnement des micro-entreprises du GRDR

#### Partenaires potentiels

- micro entreprises (Toumani métallique, Boulangerie Kayesienne, Natoumé réparation)

#### La diaspora

- renforcer les partenariats avec les associations de la diaspora dans les pays d'accueil pour obtenir leur soutien technique (formations données par des membres de la diaspora) et financier (financement de micro-projets favorables au développement de la communauté)
- Renforcer les initiative de co-développement entre la commune de Kayes, et les communes qui accueillent les migrants à l'étranger

### Sensibiliser aux dangers de la migration irrégulière et opportunités socio économiques locales

La migration est une tradition historique dans la commune de Kayes, et perçue comme seul moyen d'accéder aux richesses et prestige social. Sensibiliser les acteurs locaux sur les moyens légaux de la migration, et les opportunités socio-économiques locales de deux façons:

- Formaliser les réseaux des associations: trouver un local pour leurs rencontres et renforcer leur coopération avec les autorités locales, fournir de l'équipement (notamment pour la radio)
- Formation et information de ces acteurs: sur les tendances migratoires, les dangers de la migration irrégulière, les vulnérabilités des migrants de retour, les programmes et acteurs pouvant soutenir les jeunes; afin qu'ils puissent ensuite diffuser les informations auprès des membres de l'association

#### La diaspora

- Renforcer les partenariats avec les associations de la diaspora en France, et sensibiliser sur les opportunités socio-économiques locales et dangers de la migration irrégulière, parfois financée par la diaspora

**Partenaires potentiels :** AMRK, Espace Migration et Développement de Kayes, Enda Mali, Direction régionale de la jeunesse.

### Renforcer le soutien technique et financier pour les projets des jeunes dans l'élevage

Une intervention est possible à trois niveaux:

- Avec l'aide de facilitateurs de proximité, identifier et formuler avec les jeunes des projets dans l'élevage
- Sélection des projets les plus pertinents et accompagnement du jeune pour accéder au crédit (explication du système bancaire, médiation entre la banque et le jeune, prêt pour assurer une garantie financière à la banque)
- Accompagnement du jeune par un soutien technique et favoriser l'accès à la formation

**Partenaires potentiels :** AMRK, GRDR

REPENDRE AUX  
DEFIS DE LA  
COMMUNAUTE

CREER DE  
L'EMPLOI

FAVORISER  
L'INTEGRATION  
DURABLE

# Sikasso

Cercle de Sikasso  
Région de Sikasso

Population:  
225,753  
(census de  
2009)

Type:  
Commune  
urbaine

Langues principales:  
Bambara, Français,  
Senoufo



Sikasso-ville se situe dans la région de Sikasso, la plus humide et la plus arrosée du pays, et repose sur une production agricole répartie entre 4 produits : le coton, les céréales, les tubercules et le bétail. La région est qualifiée de grenier du Mali, et assure deux-tiers de la production nationale de coton, et en 2017 avait produit 180 000 tonnes de pommes de terre. Située non loin de la frontière avec la Côte d'Ivoire et la Burkina Faso, l'économie locale de Sikasso est basée sur l'agriculture, dépend en grande partie du commerce avec ces pays voisins. Comme ailleurs dans le pays, les chocs liés au changement climatique ont un impact négatif sur l'agriculture. Sikasso a une vie culturelle active et des foires artisanales et agricoles y sont organisées de façon régulière.



## CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTE

### Défis du secteur agricole

Plusieurs obstacles nuisent à la rentabilité du secteur agricole :

- Manque de moyens et d'unité de conservation, pour vendre la pomme de terre qui par exemple coûte 200 francs le kilos, et hors saison peut coûter jusqu'à 650 francs le kilos
- Manque de technique de transformation des produits agricoles, pour transformer la pomme de terre en chips par exemple
- Manque de moyens techniques pour contrer les aléas climatiques, et notamment faire face aux variations pluviométriques

### Manque de main d'œuvre dans le secteur agricole

La population locale ne semble ni intéressée, ni qualifiée dans le domaine de l'agriculture.

Dans l'échantillon, personne ne cite l'agriculture comme compétence acquise ou souhaitée. Le secteur n'attire pas à cause des bas revenus, des conditions de travail, et de l'image que dégage le secteur. Les jeunes préfèrent travailler dans des bureaux, ou les sites d'orpaillage car on peut y gagner de l'argent rapidement.

### Migration vers la Côte d'Ivoire

La ville se caractérise par une forte tendance migratoire, mais essentiellement régionale, vers les pays frontaliers comme la Côte d'Ivoire. Avec la crise de 2011 en Côte d'Ivoire, beaucoup de migrants maliens sont retournés à Sikasso.

### Obstacles au commerce

Etat des routes et les habitudes de consommation de la population locale peuvent entraver le commerce de la commune.

« Le problème pour la commercialisation c'est l'habitude du malien à acheter ses produits chez le particulier, à la boutique ou auprès des dames au bord de la route. Les gens font un bon atelier de vente de fruits frais, avec un espace spécial, mais les sikassois préfèrent acheter au bord de la route plutôt que d'aller à la supérette »  
ANPE Sikasso

## PROFIL SOCIO ECONOMIQUE

% de sondés avec  
**UN EMPLOI REMUNERE OU  
UNE ACTIVITE GENERATRICE DE  
REVENU**

**68 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**48 %**

### DOMAINES D'ACTIVITE DES SONDES:

1. Petit commerce (23%)
2. Import/export (11%)
3. Construction

### SATISFACTION POUR L'ACCES AUX SERVICES

	Sikasso	Moyenne de l'échantillon
Education	-18	32%
Papiers d'identité	-12	28%
Logement	-14	59%
Accès aux soins	-26	39%
Eau potable	-11	46%
Justice et Police	-22	28%

% des sondés  
**EN RECHERCHE D'EMPLOI**

**18 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**19 %**

% de sondés qui sont  
**INTERESSES POUR A LEUR  
PROPRE ENTREPRISE**

**91 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**83 %**

**RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR  
CREER UNE ENTREPRISE:**

1. Manque de capital
2. Manque de connections
3. Manque de qualifications

% de sondés qui  
**PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT**

**49 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**53 %**

% de sondés qui ont  
**ATTEINT LE LYCEE OU  
PLUS**

**28 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**33 %**

% de sondés qui ont  
**ONT SOUFFERT D'UNE  
MALADIE OU ACCIDENT  
L'ANNEE DERNIERE**

**60 %** Moyenne de  
l'échantillon  
**47 %**

% de sondés qui ont  
**DU REDUIRE LEUR CONSOMMATION DE  
NOURRITURE A CAUSE D'UN MANQUE DE  
MOYENS**

**24 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**26 %**

% de sondés qui ont  
**QUITTE L'ECOLE AVANT  
LA FIN**

**54 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**52 %**

% de sondés  
**QUI ONT UN GROUPE  
D'AMIS**

**71 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**80 %**

% de sondés qui  
**ONT UN RESEAU SUR  
LEQUEL S'APPUYER**

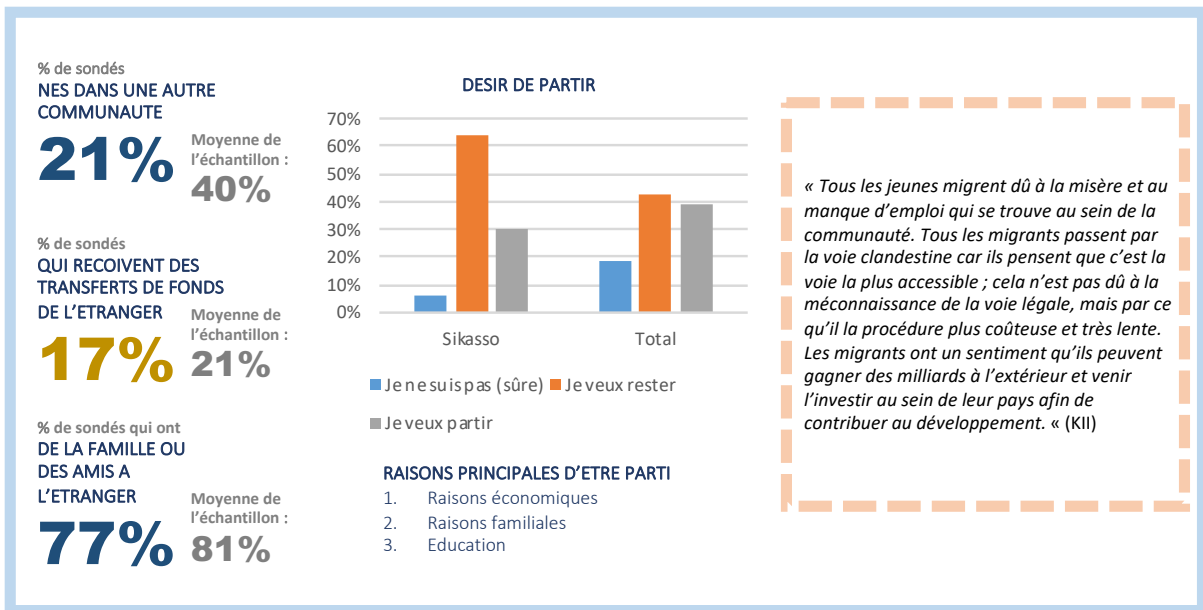
**45 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**40 %**

% de sondés qui  
**VEULENT ACCEDER A  
DES SERVICES  
PSYCHOLOGIQUES**

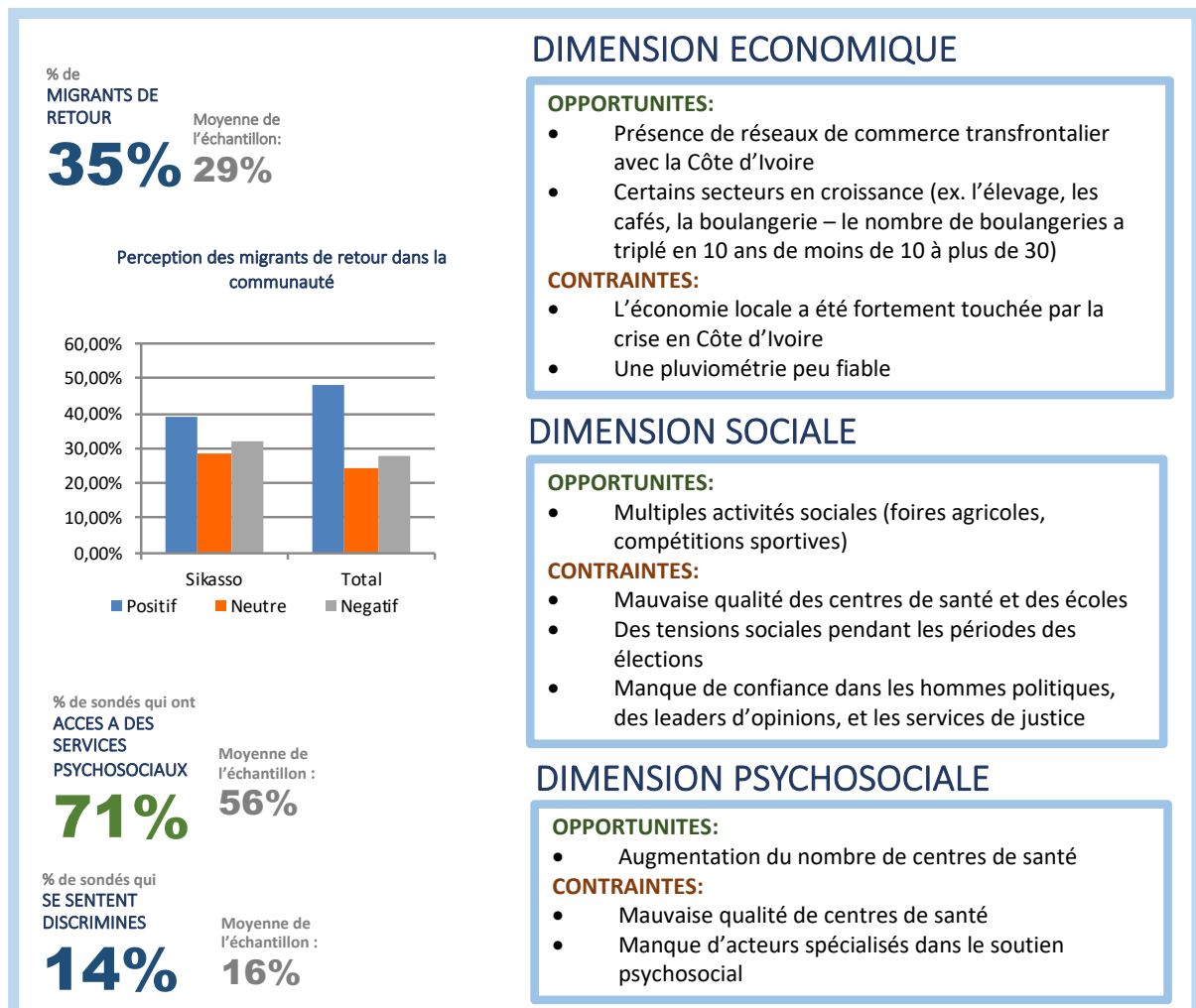
**35 %** Moyenne de  
l'échantillon :  
**47 %**



## PROFIL MIGRATOIRE



## REINTEGRATION DURABLE: CONSTRAINTES ET OPPORTUNITES



# CARTOGRAPHIE DES ACTEURS A SIKASSO

Acteurs	Faiblesses/Forces	Eco.	Soc	Psycho.	C4D
ANPE	Agence Nationale pour l'Emploi, branche de Sikasso, qui se charge essentiellement de donner des formations, de promouvoir l'emploi, d'informer sur le marché du travail, et plus globalement d'assister dans la mise en œuvre de création d'entreprise, soit individuellement, soit collectivement. Capacités techniques et financières pour favoriser l'insertion socio-économique des migrants de retour, mais pas directement engagé dans la réintégration et manque de directives.	X	X		
AFERCI	Association des Femmes Rapatriées de Côte d'Ivoire, créée en 2005, qui se spécialise dans les activités de transformation, de manioc en atieke, et d'autres activités comme la riziculture ou le maraichage. Capacités de réintégration sociale des migrants de retour mais manque de moyens techniques et financier pour continuer de se développer.	X	X		X
KEITALA NEGOS	Commerce, créée à partir de l'AFERCI, qui se spécialise dans la transformation et commercialisation des produits agro alimentaires transformés de Sikasso. Assure d'autres activités comme la vente de semence, vente de céréales et emploie à peu près 16 personnes. Capacité de réintégration sociale des migrants de retour mais manque de moyens techniques et financier pour continuer de se développer.	X	X		X
IRED	Organisation locale qui intervient dans le domaine du développement, la santé (lutte contre le VIH), l'éducation (soutien scolaire), l'agriculture, l'élevage, l'environnement, l'assainissement et la gouvernance. Manque de connaissances technique sur les défis liés à la migration et au retour.		X		X
CLEUDECA	Organisation locale qui met en place des micros projets agricoles durables et adaptés aux jeunes. Intervient au niveau des villages grâce à des facilitateurs de proximité et implique le jeune dans la conception du projet grâce à deux rencontres avec le facilitateur et l'équipe. L'ensemble du projet est financé par le fonds FIDA. Manque de connaissance technique sur les défis liés à la migration et au retour.	X	X		
GRAT	Organisation locale du GRAT, spécialisée dans le développement local et national. Intervient dans les domaines de la technologie, l'énergie renouvelable, l'éducation, la sécurité alimentaire, et les actions de résilience, c'est à dire de gestion des risques, liées au conflit et changement climatique.	X	X		

## Développer les chaînes de valeur inclusive pour renforcer les groupements agricoles

Premier axe: développement de la chaîne de valeur du riz avec des interventions à trois niveaux :

- soutenir la modernisation du secteur agricole (engrais, mécanisation, protection et conservation des cultures, gestion de la qualité des produits)
- soutenir l'accès au crédit (information sur le système bancaire, le micro crédit, négocier la négociation entre l'agriculteur et l'institution financière)
- formation aux techniques de transformation agricoles

Objectifs : créer des emplois plus qualifiés et divers, et rendre le secteur plus attractif pour les jeunes

**Partenaires potentiels:** Keitala Negos- Aferci, GRAT, ANPE, IRED

## Attirer les jeunes vers le secteur agricole

Intervention à trois niveaux

- À l'aide de facilitateurs de proximité, identifier et formuler avec les jeunes des projets agricoles
- Sélection des projets les plus pertinents et accompagnement du jeune pour accéder au crédit (explication du système bancaire, médiation entre la banque et le jeune, prêt pour assurer une garantie financière à la banque)
- Accompagnement du jeune par un soutien technique et favoriser l'accès à la formation

**Partenaires potentiels :** Cleudeca, Keitala Negos, IRED, ANPE

## Soutenir le commerce en tenant compte des spécificités locales

Commerce est une activité importante à Sikasso, ville carrefour et frontalière, centre d'échange importants pour les échanges de produits agricoles et industriels, et dispose de deux grands marchés (marché de légumes de Médine, Marché du Centre ville). Pour renforcer le secteur

- Améliorer l'état des routes
- Soutenir les petits commerces : multiplication de petits commerces (boulangeries, quincailleries, boutiques) fournir financement et équipement pour assurer leur durabilité
- Tenir compte des traditions locales en privilégiant le renforcement des marchés locaux (structuration des échoppes et emplacements, améliorer l'accessibilité et conditions sanitaires) à la construction de "supérettes"

**Partenaires potentiels :** Cleudeca, Keitala Negos, IRED, ANPE

## RECOMMANDATIONS

REPENDRE AUX DEFIS DE LA COMMUNAUTE

CREER DE L'EMPLOI

FAVORISER L'INTEGRATION DURABLE

# Kirane

Cercle de Yelimané  
Région de Kayes

Population: 2,982 (census de 2002)  
Type: Commune rurale  
Langues principales: Français, Bambara, Soninké



Yelimané (dont dépend Kirané) est une ville agricole située à la frontière de la Mauritanie, à l'Est du Mali. L'agriculture et l'élevage sont les secteurs économiques principaux, en particulier l'exportation des bétails vers le Sénégal et la Mauritanie. La ville est caractérisée par des infrastructures fragiles et des conditions climatiques difficiles, avec une faible pluviométrie et des températures très élevées.



## CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTE

### Impact de la migration sur le développement économique et la cohésion sociale

Les transferts de fonds de migrants de retour sont une ressource importante pour la communauté. Ils permettent le financement des infrastructures, comme dans le cas de Kirané, la construction d'un centre de santé, ou de nouvelles salles de classes pour les écoles.

L'influence de la diaspora fragilise parfois la légitimité des autorités locales, et pousse les populations à se soulever, et ne pas payer leurs taxes sous prétexte que leur argent n'est pas réinvesti dans le développement de la communauté.

### Le changement climatique

L'économie rurale dépend fortement des conditions climatiques qui sont de plus en plus difficiles à Kirané. Les pluies sont de plus en plus rares, l'eau des puits se tarit, et la qualité de l'eau se dégrade de plus en plus. Cela influe sur les récoltes car de nombreux agriculteurs sont obligés d'abandonner leurs cultures (de mil, de maïs, d'arachide et d'haricots) mais aussi l'élevage, car les éleveurs doivent voyager de plus en plus loin pour trouver de l'herbe pour leurs bétails et abreuver leurs bêtes.

### L'état des infrastructures

Si les sondés semblent plutôt satisfaits de l'accès aux services, l'état des infrastructures a souvent été énoncé par les parties prenantes (Acteurs locaux, gouvernementaux et employeurs) comme un obstacle au développement économique de la commune de Kirané. En 2017, il y a eu seulement trois pluies pendant l'hivernage et les forages sont peu nombreux. L'électricité repose principalement sur des groupes électrogènes, des panneaux solaires ou des batteries. L'état des routes est très mauvais, surtout pendant l'hivernage, et les moyens de transports utilisés sont principalement traditionnels, ce qui entraîne l'enclavement de Kirané et nuit à son activité commerciale.

## PROFIL SOCIO ECONOMIQUE

% des sondés avec  
**UN EMPLOI REMUNERE ou  
UNE ACTIVITE GENERATRICE DE  
REVENUE**

**37%** Moyenne de l'échantillon : **48%**

#### DOMAINES D'ACTIVITE DES SONDES:

1. Petit commerce (21%)
2. Agriculture (11%)
3. Elevage (16%)

#### SATISFACTION POUR L'ACCES AUX SERVICES

	Kirane	Moyenne de l'échantillon
Education	+7	32%
Papiers d'identité	-20	28%
Logement	-3	59%
Accès aux soins	-5	39%
Eau potable	-4	46%
Justice et Police	-18	28%

% des sondés  
**EN RECHERCHE D'EMPLOI**

**5%** Moyenne de l'échantillon : **19%**

% de sondés qui sont  
**INTERESSES A MONTER LEUR  
PROPRE ENTREPRISE**

**57%** Moyenne de l'échantillon : **83%**

#### RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR CREER UNE ENTREPRISE:

1. Manque de capital
2. Manque de connexions

% de sondés qui  
**PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT**

**60%** Moyenne de l'échantillon : **53%**

% de sondés qui ont  
**LE BAC OU AU-  
DESSUS**

**22%** Moyenne de l'échantillon : **33%**

% de sondés qui ont  
**ONT SOUFFERT D'UNE  
MALADIE OU ACCIDENT  
L'ANNEE DERNIERE**

**28%** Moyenne de l'échantillon : **47%**

% de sondés qui ont  
**DU REDUIRE LEUR CONSOMMATION DE  
NOURRITURE A CAUSE D'UN MANQUE DE  
MOYENS**

**30%** Moyenne de l'échantillon : **26%**

% de sondés qui ont  
**QUITTE L'ECOLE AVANT  
LA FIN**

**70%** Moyenne de l'échantillon : **52%**

% de sondés  
**QUI ONT UN GROUPE  
D'AMIS**

**91%** Moyenne de l'échantillon : **80%**

% de sondés qui  
**ONT UN RESEAU SUR  
LEQUEL S'APPUYER**

**55%** Moyenne de l'échantillon : **40%**

% de sondés qui  
**VEULENT ACCEDER A  
DES SERVICES  
PSYCHOLOGIQUES**

**68%** Moyenne de l'échantillon : **47%**

## PROFIL MIGRATOIRE

% de sondés  
NES DANS UNE AUTRE  
COMMUNAUTE

**17%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**40%**

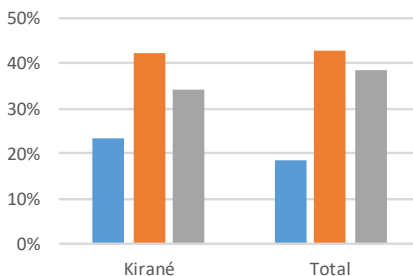
% de sondés  
QUI RECOIVENT DES  
TRANSFERTS DE FONDS  
DE L'ETRANGER

**53%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**21%**

% de sondés qui ont  
DE LA FAMILLE OU  
DES AMIS A  
L'ETRANGER

**94%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**81%**

### DESIR DE PARTIR



■ Je ne suis pas (sûre) ■ Je veux rester  
■ Je veux partir

### RAISONS PRINCIPALES D'ETRE PARTI

1. Raisons économiques
2. Raisons climatiques
3. Raisons familiales

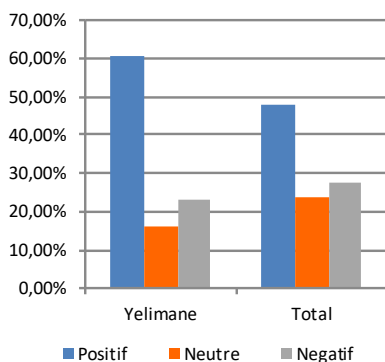
« Avant les vieux partaient beaucoup. Mais ces 10 dernières années ce sont les jeunes de 18 à 35 depuis 2014. La communauté se vide de ses jeunes. Les migrants dominants sont les Soninkés. L'apport des migrants est considérable dans la communauté mais les migrants qui reviennent sans moyens sont un peu mal perçus dans la communauté. L'immigration est bien vue dans la communauté car c'est la principale activité qui développe la communauté dans tous les secteurs. Mais, les morts et l'esclavage qui se développe dans l'immigration. L'apport des migrants a suscité de la jalousie entre les familles et il y a aussi les passeurs qui prennent l'argent des migrants sans les faire partir à l'étranger ce qui fait que certains migrants se retrouvent coincés dans des pays de transit. » (Groupe de discussion)

## REINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITES

% de  
MIGRANTS DE  
RETOUR

**25%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**29%**

### Perception des migrants de retour dans la communauté



% de sondés qui ont  
ACCES A DES  
SERVICES  
PSYCHOSOCIAUX

**5%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**56%**

% de sondés qui  
SE SENTENT  
DISCRIMINES

**17%** Moyenne de  
l'échantillon :  
**16%**

### DIMENSION ECONOMIQUE

#### OPPORTUNITES:

- Des migrants ont introduit des nouvelles idées d'entrepreneuriat (ex. la pastèque)

#### CONTRAINTES:

- Mauvaise pluviométrie depuis 2010 ce qui a un impact négatif sur l'agriculture et l'élevage
- Cultures attaquées par les oiseaux et des vers
- Augmentation du coût des produits agricoles et des semences
- Mauvaise qualité des infrastructures routières nuit au commerce avec la Mauritanie

### DIMENSION SOCIALE

#### OPPORTUNITES:

- Des secteurs économiques qui se développent comme le maraîchage ou le jardinage, contribuent à l'autonomisation des femmes

#### CONTRAINTES:

- Les revenus de la migration peuvent parfois être sources de conflits et jalousie entre les familles
- La communauté a le sentiment d'avoir été abandonnée par l'état, et accorde plus de légitimité à la diaspora

### DIMENSION PSYCHOSOCIALE

#### OPPORTUNITES:

#### CONTRAINTES:

- Manque d'acteurs spécialisés dans le soutien psychologique

# CARTOGRAPHIE DES ACTEURS A KIRANE

Acteurs	Faiblesses/Forces	Eco.	Soc	Psycho.	C4D
MIRANGUEMOU	Structure d'accompagnement qui agit dans le cadre du jumelage Yelimané-Montreuil. Facilite la consolidation de projets et entreprises avec les migrants, et soumet aux jeunes des propositions d'élaboration de projets.	X	X		
CAFO	Association féminine qui favorise la création de coopérative dans le domaine du jardinage, ou fabrication de savon. Coopération avec Oxfam qui avait soutenu l'élevage de volailles et petits ruminants. Soutenue financièrement par les migrants et les parents de la diaspora	X	X	X	X
PROCEJ	Projet de Création d'Emplois pour les Jeunes : un projet gouvernemental initié par la Banque Mondiale et l'Etat Malien, qui a pour mission de soutenir des programmes de développement des jeunes déscolarisés à travers des programmes rénovés d'apprentissage par alternance et des programmes décentralisés à courte durée adaptés aux spécificités des potentialités des régions	X	X		X
Association d'appui aux initiatives de développement rural	Association pour le développement rural qui intervient dans l'éducation, la lutte contre la malnutrition infantile, et dans la distribution de céréales en partenariat avec le PAM.	X	X		
Micro-entreprises	Micro entreprises locales dans le secteur du commerce, ou qui visent à répondre aux besoins de la populations en termes d'infrastructures (micro entreprise de panneaux solaires)	X	X		

## RECOMMANDATIONS

### Favoriser l'entrepreneuriat social pour améliorer les infrastructures

Identifier les besoins prioritaires en termes d'infrastructures et renforcer les initiatives entrepreneuriales permettant d'y répondre en effectuant des interventions à trois niveaux

- Mener une étude sur l'entrepreneuriat rural dans les domaines identifiés (éducation, eau, santé, électricité)
- Lancer un appel à projet auprès des membres de la communauté, et sélectionner des candidats pour un programme de soutien (formations, accès au crédit)
- Donner une subvention aux candidats sélectionnés, et signature d'un contrat garantissant l'engagement du candidat, de l'OIM et l'inclusion des migrants de retour (mise en place de quotas)

**Partenaires potentiels:** Association d'appuis aux initiatives de développement rural, PROCEJ, Micro Entreprises

### Favoriser le commerce en améliorant le transport des marchandises

Afin de désenclaver Yelimané et favoriser le commerce avec les pays frontaliers, une intervention est possible à deux niveaux

- **Routes :** Identifier les différents projets de construction à mettre en place (routes d'accès à Yelimané au niveau régional, national et international pour aller vers les pays frontaliers)
- Inclure la communauté dans le projet de construction (volontaires des ONGs locales, associations de jeunes)
- **Transports:** Identifier les acteurs influents du commerce dans la communauté
- Améliorer le transport des marchandises en fournissant à ces acteurs des modes de transports modernes et adaptés (transports motorisés, avec unité de conservation frigorifique pour garder les produits au frais)
- **Diaspora:** réaliser les projets de construction routières par le biais de Miranguemou et du jumelage Yelimané-Montreuil, qui soutient les initiatives de co-développement

**Partenaires potentiels:** Association d'appui pour le développement Rural, MIRANGUEMOU

### Renforcer le partenariat avec la diaspora en incluant davantage les membres de la communauté et les autorités locales

#### Implication des autorités locales

- Volonté politique des autorités locales, mais manque de formations et équipements
- Renforcer le dialogue communautaire entre la diaspora, la population et les autorités locales

#### Implication des membres de la communauté

- à travers les migrants de retour des années 80-90 qui ont une expertise dans le domaine de la peinture et maçonnerie et connaissance sur les changements du phénomène migratoire

REPENDRE AUX  
DEFIS DE LA  
COMMUNAUTE

CREER DE L'EMPLOI

FAVORISER  
L'INTEGRATION  
DURABLE

# Kita

Cercle de Kita  
Région de Kayes

Population:  
48,947 (census  
de 2009)

Type:  
Commune  
urbane

Langues principales:  
Français, Bambara,  
Malinké, Soninké



Kita est située sur l'axe routier Bamako-Kayes. Connue pour son pèlerinage chrétien annuel, la ville était aussi un centre majeur de transformation de coton, mais cette industrie a diminué au cours des dernières années. La population travaille principalement dans l'agriculture, secteur économique porteur de la communauté, mais qui a été pénalisé par la pluviométrie variable et l'état des infrastructures routières qui constituent un obstacle pour le commerce des produits agricoles.



## CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA COMMUNAUTE

### Fragilité des infrastructures

L'état des infrastructures ne garantit pas l'accès aux services de base à la population, et nuit aux activités économiques de la région. Les structures pour l'eau et l'électricité sont rares, et concernant la santé et l'éducation, beaucoup de structures privées proposent des services à des prix trop élevés

### L'impact de la migration sur le développement économique

Kita a une forte tradition de migration, et beaucoup de jeunes qui ont quitté la communauté investissent dans le développement de la communauté, notamment dans le renforcement des infrastructures.

« Sur le plan de l'électricité la seule centrale qui fonctionne ne parvient pas à couvrir tous les besoins de la ville en terme d'électricité et en eau, le château d'eau est très petit pour toute la ville et sur les deux groupes qui remplissent le grand château, seul un fonctionne »  
Premier Adjoint au Maire de Kita

« L'impact de retour dans cette communauté est surtout économique mais aussi social. Sur le plan économique il y a l'accroissement du commerce, et de l'agriculture et le développement de la ville par la construction de nouvelles infrastructures. Sur le plan social l'intégration est difficile pour certains mais facile pour d'autres. » Membre de la communauté, Discussion de groupe

## PROFIL SOCIO ECONOMIQUE

% des sondés avec  
**UN EMPLOI REMUNERE ou  
UNE ACTIVITE GENERATRICE DE  
REVENU**

**39%** Moyenne de l'échantillon : **48%**

DOMAINES D'ACTIVITE DES  
SONDES:

1. Import/export (28%)
2. Petit commerce (15%)
3. Vente en gros (13%)

SATISFACTION POUR L'ACCES AUX SERVICES

	Kita	Moyenne de l'échantillon
Education	+2	32%
Papiers d'identité	+11	28%
Logement	+27	59%
Accès aux soins	+3	39%
Eau potable	0	46%
Justice et Police	+13	28%

% des sondés  
**EN RECHERCHE D'EMPLOI**

**30%** Moyenne de l'échantillon : **19%**

% des sondés qui sont  
**INTERESSES A MONTER LEUR  
PROPRE ENTREPRISE**

**91%** Moyenne de l'échantillon : **83%**

RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR  
MONTE UNE ENTREPRISE:

1. Manque de capital
2. Manque d'idées
3. Manque de connexions

% des sondés qui  
**PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT**

**48%** Moyenne de l'échantillon : **53%**

% des sondés qui ont  
**ATTEINT LE LYCEE OU PLUS**

**25%** Moyenne de l'échantillon : **33%**

% des sondés qui ont  
**ONT SOUFFERT D'UNE  
MALADIE OU ACCIDENT  
L'ANNEE DERNIERE**

**33%** Moyenne de l'échantillon : **47%**

% des sondés qui ont  
**DU REDUIRE LEUR CONSOMMATION DE  
NOURRITURE A CAUSE D'UN MANQUE DE  
MOYENS**

**24%** Moyenne de l'échantillon : **26%**

% des sondés qui ont  
**QUITTE L'ECOLE AVANT  
LA FIN**

**63%** Moyenne de l'échantillon : **52%**

% des sondés  
**QUI ONT UN GROUPE  
D'AMIS**

**86%** Moyenne de l'échantillon : **80%**

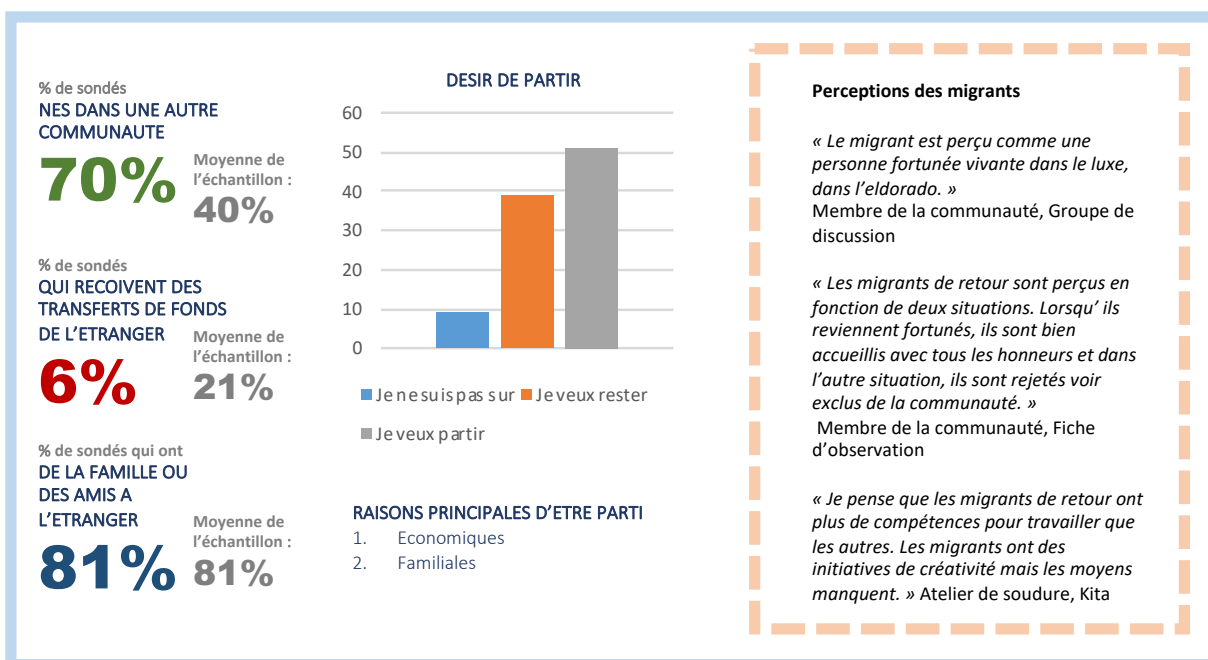
% des sondés qui  
**ONT UN RESEAU SUR  
LEQUEL S'APPUYER**

**29%** Moyenne de l'échantillon : **40%**

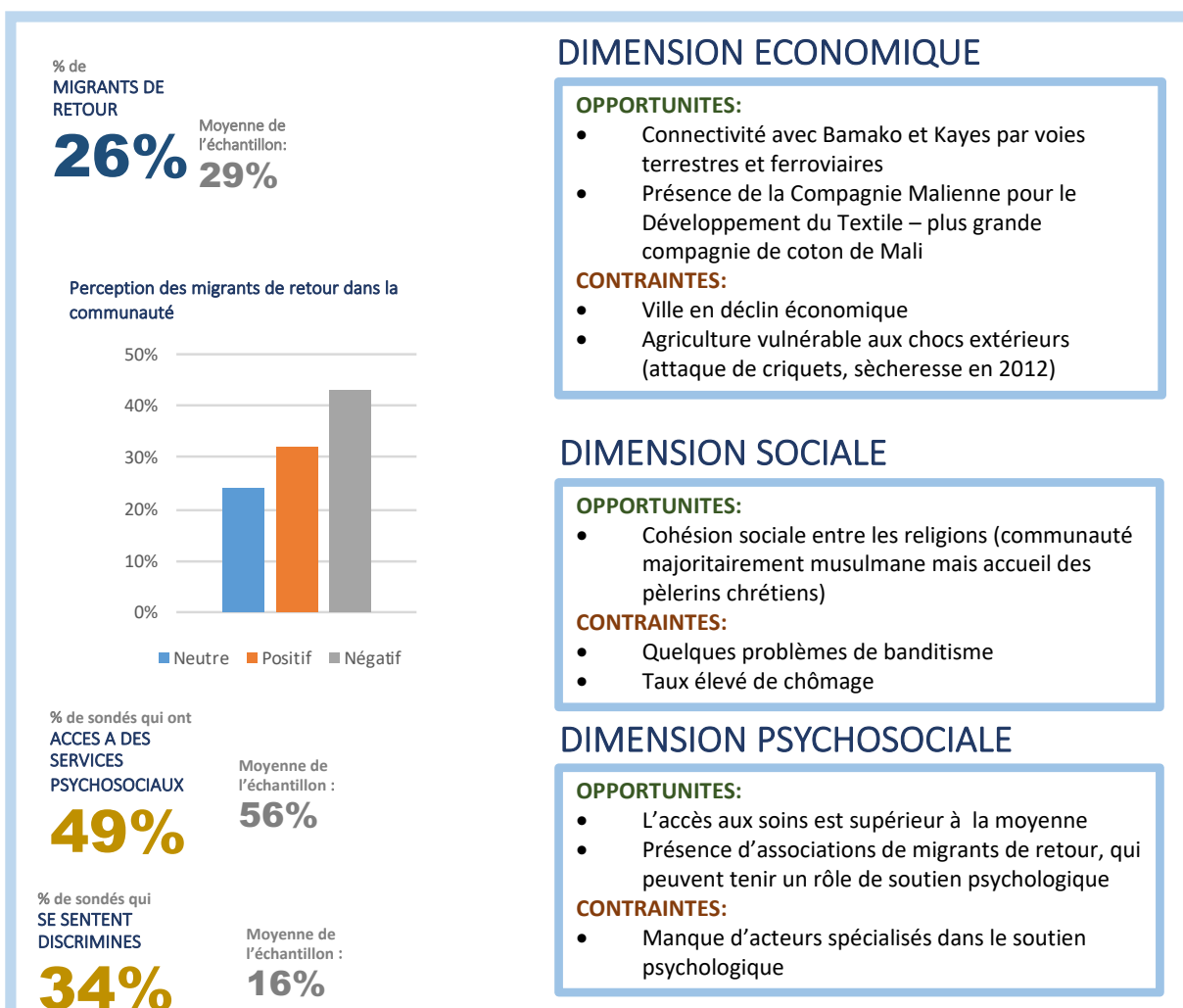
% des sondés qui  
**VEULENT ACCEDER A  
DES SERVICES  
PSYCHOLOGIQUES**

**33%** Moyenne de l'échantillon : **42%**

## PROFIL MIGRATOIRE



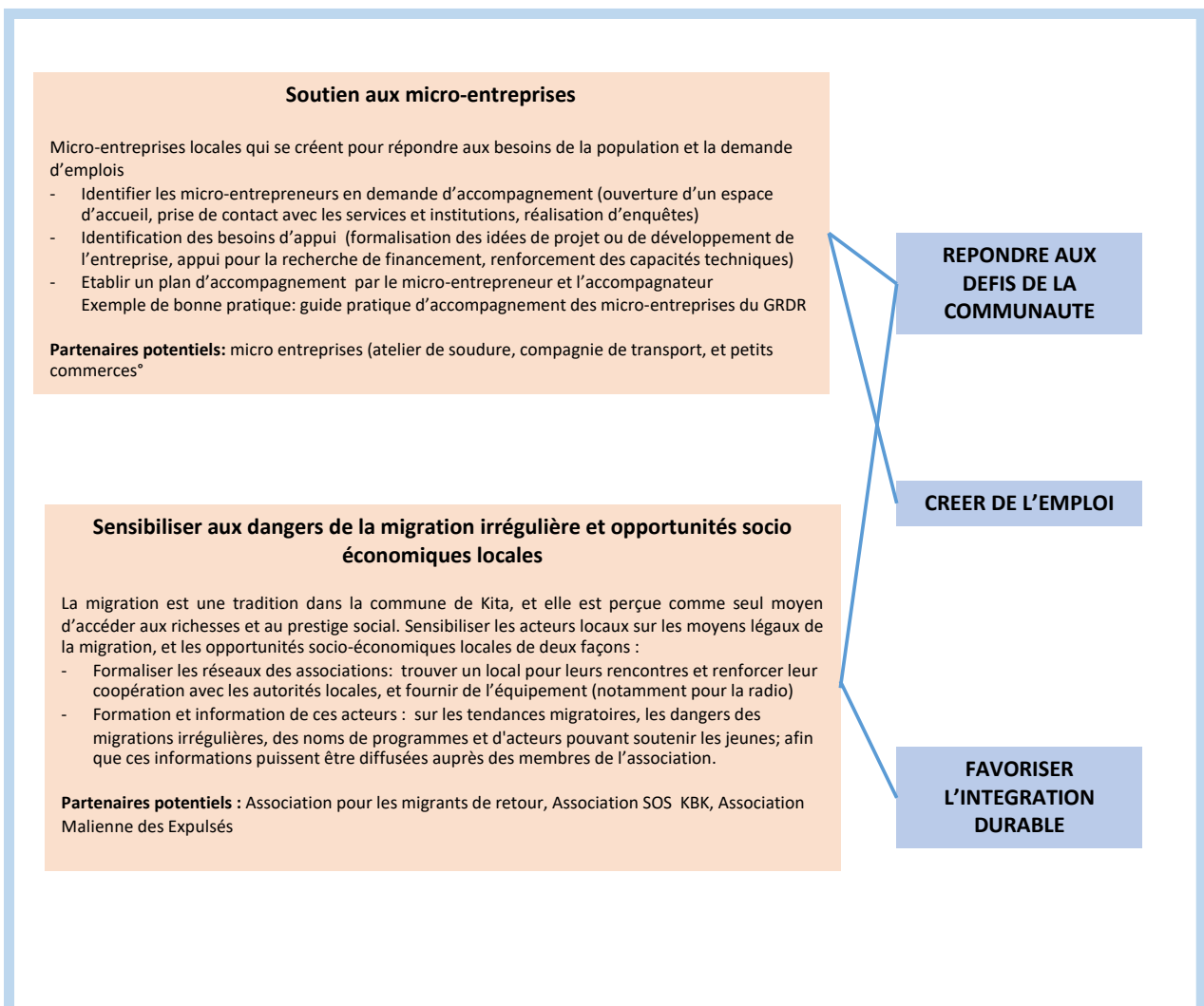
## REINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITES



# CARTOGRAPHIE DES ACTEURS A KITA

Acteurs	Faiblesses/Forces	Eco.	Soc	Psycho.	C4D
Association SOS KBK	Organisation qui intervient dans le domaine de développement, de l'éducation (animation et sensibilisation sur l'alphabétisation), de la santé (lutte contre l'excision), l'agriculture (encadrement et formation sur l'exploitation agricole) et le suivi et accompagnement des jeunes à la création d'entreprise. Solides capacités techniques et financières mais manque de connaissance sur les défis liés à la migration et réintégration.	X	X		
Association pour les migrants de retour	Association basée sur l'accueil des migrants de retour, leur nourriture, leur prise en charge médicale en cas de besoin. Recense les migrants de retour et fait des activités de sensibilisation sur les risques et les conséquences de la migration. Connaissance sur la migration, mais manque de coopération avec l'ensemble des acteurs locaux, mis à part la préfecture. Manque de moyens financiers pour offrir de l'équipement aux migrants (machine à coudre, matériels agricoles)		X	X	X
Tonkara	Association créée dans le but de s'occuper des migrants expulsés, et se charge de leur recensement et réintégration socio-économique.	X	X		X
Mairie	Collaboration étroite avec les différentes associations, et envisage d'élaborer un programme quinquennal appelé Programme de Développement Social Economique et Culturel pour aider les jeunes migrants de retour.		X		X
Micro Entreprises	Plusieurs micro-entreprises ont été identifiées pendant la recherche : ateliers de soudure, compagnies de transport, petits commerces. Ils représentent une opportunité pour la réintégration socio-économique des migrants, mais manquent de formations et de financements pour continuer de se développer.	X	X		

## RECOMMANDATIONS





Samuel Hall est un bureau d'étude proposant des services d'analyses d'experts, des conseils personnalisés et un accès aux connaissances locales pour un large éventail d'acteurs opérant dans les environnements les plus difficiles du monde.

Nous sommes spécialisés dans les enquêtes socioéconomiques, les études privées et publiques et l'évaluation de l'impact de divers acteurs humanitaires et de développement. Grâce à une approche rigoureuse et à l'inclusion d'experts universitaires, de praticiens de terrain et d'un vaste réseau de chercheurs nationaux, nous apportons des idées novatrices et des solutions pratiques pour résoudre les problèmes sociaux, économiques et politiques les plus urgents de notre époque.

Samuel Hall a des bureaux en Afghanistan, au Kenya et en Somalie et est présent en France, en Allemagne, au Sénégal, en Tunisie et aux Émirats arabes unis. Pour plus d'informations, veuillez visiter : [www.samuelhall.org](http://www.samuelhall.org).

[development@samuelhall.org](mailto:development@samuelhall.org)

